Chronique bibliographique

Penser l'Afrique ou connaître les sociétés de l'Afrique ?

Thinking Africa or Knowing African Societies?

Jean Copans

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/etudesafriaines/25265>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.25265

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 14 mars 2019

Pagination : 215-269

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Jean Copans, « Penser l'Afrique ou connaître les sociétés de l'Afrique ? », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 233 | 2019, mis en ligne le 14 mars 2021, consulté le 06 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/25265> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.25265>

Penser l'Afrique ou connaître les sociétés de l'Afrique ?

L'« Afrique noire » est de retour mais est-elle vraiment *en marche* ? En effet Emmanuel Macron, à peine deux mois après son élection, a voulu rivaliser avec l'un de ses prédécesseurs en mettant en doute, dès le 8 juillet 2017, la capacité « civilisationnelle » du continent¹ ! Nous n'épiloguerons pas sur ce qu'un journaliste guinéen a qualifié de bourde². L'« Afrique noire » reste toujours l'objet d'un « appel à incantations » puissant dans l'espace mondial du développement et de la création culturelle. La seule ambition de cette chronique vise à en analyser quelques-unes des facettes rhétoriques, académiques et éditoriales africaines francophones récentes. Après l'afro-pessimisme des années 1990-2000, voici venu, comme le titrait il y a déjà huit ans l'ancien directeur de l'Agence française de développement (AFD), Jean-Michel Severino, *Le Temps de l'Afrique* (Severino & Ray 2010). L'économiste y diagnostiquait une renaissance des économies africaines en notant l'augmentation impressionnante de certains PIB et l'apparition d'une classe (ou catégorie) moyenne, entrepreneuriale, branchée et insérée activement dans la nouvelle mondialisation (Jacquemot 2012 ; Darbon & Toulabor 2014). Mais ce *revival* n'est pas que productif, commercial ou électronique³.

1. Dans une conférence de presse donnée le 8 juillet 2017 en marge du G20 tenu à Hambourg, le président français, répondant à une question sur un éventuel Plan Marshall pour l'Afrique, avait déclaré « [...] le défi de l'Afrique est différent. Il est beaucoup plus profond, il est civilisationnel », ajoutant « Quand des pays ont aujourd'hui sept à huit enfants par femme, vous pouvez décider d'y dépenser des milliards d'euros, vous ne stabiliserez rien ». Voir *Ouest-France* du 11 juillet 2017, <<https://www.ouest-france.fr/politique/emmanuel-macron/video-quand-emmanuel-macron-s-attaque-aux-femmes-africaines-5127799>>, et *le Monde.fr/afrique* du 12 juillet 2017.
2. B. S. Barry, « Macron et l'Afrique : la première bourde ? », <www.-ledjely.com> du 11 juillet 2017.
3. Six ans plus tard, l'auteur nous a donné la clé de sa prophétie avec *Entreprenante Afrique* (SEVERINO & HAJDENBERG 2016) : les entrepreneurs africains sont devenus des héros ! Pour une critique de cette illusion statistico-macro-économique, lire l'article

C'est l'ensemble même des cultures africaines, y compris artistiques, qui ont fait la Une des magazines, des émissions, des spectacles et des expositions ces dernières années⁴. Certes, ces interpellations accrocheuses peuvent masquer d'excellents constats ou reportages et le bilan de cette agit-prop peut être néanmoins considéré de manière tout à fait positive. Pourtant, la prise en considération d'une littérature bien plus conséquente, grâce à la réputation et à l'expertise de ses auteurs, semble confirmer l'existence d'une idéologie culturelle qui ne peut s'empêcher de substantifier l'Afrique subsaharienne malgré (ou à cause de ?) son ambition postcoloniale, voire post-postcoloniale. Il va de soi que ce continent n'a aucune existence sociétale ou culturelle en soi. La répétition de ce lieu commun, y compris dans des textes les plus savants et les plus académiques, soulève depuis un bon demi-siècle des questions aussi bien scientifiques que philosophiques⁵.

Cette chronique ne vise nullement à reconsidérer et à examiner de manière critique ce postcolonialisme africanisé d'autant qu'il s'agit ici de marquer un pas de côté. Les prémisses de notre conception des choses sont tout à fait différentes et se fondent sur deux constats élémentaires. En premier lieu, l'ambition néo-postcoloniale des ouvrages chroniqués ci-après reste plus que jamais afro-centrée et, par conséquent, ethnocentrique. Cette étroitesse de vue, malgré ses ambitions planétaires et mondiales, pose d'autant plus problème qu'elle se fonde sur une vision tout à fait erronée, très souvent ignorante et dépassée, du patrimoine actuel des études africaines, y compris de celui d'origine proprement africaine et non occidentale. D'ailleurs cette

d'H.-B. SOLIGNAC-LECOMTE (2013), « L'Afrique est-elle vraiment bien partie ? » qui examine de manière critique l'argument de l'augmentation quantitative des PIB et des conclusions sociologiques, erronées, qu'on en tire habituellement.

4. Notre échantillon, extrêmement sommaire, d'une dizaine de titres, est d'autant plus impressionnant qu'il est redoublé par les titres des éditoriaux correspondants. Voir notamment coll., *Books*, « Quand l'Afrique s'éveille. Des idées, des hommes neufs, de l'énergie à revendre », *Books*, 32, mai 2012 ; J.-M. Demetz, *Géo*, « Afrique : Le réveil d'un continent », n° 403, septembre 2012 ; *Le Monde*, « L'Afrique. L'envol », hors-série, 2013 ; *Alternatives Internationales*, « L'Afrique qui bouge », hors-série 13, mai 2013 ; *Courrier International*, « Afrique 3.0 », hors-série, mars-mai 2013 ; *Le Point*, « Spécial Afrique. Le grand réveil », n° 2166, 20 mars 2014 ; *Manière de voir (Le Monde diplomatique)*, « Afrique. Enfer et Eldorado », n° 143, oct-nov 2015.
5. Les spécialistes font remonter l'apparition d'un postcolonialisme conscient et militant à la parution de l'ouvrage d'E. SAÏD (1978), *Orientalism*. Les versions africaines et africanistes prennent leur envol à la fin des années 1970 avec les écrits de V. MUDIMBE (1982, 1988) puis, vingt ans plus tard, avec ceux d'A. MBEMBE (notamment 2000b, 2010b, 2013). Le nombre de références portant sur ce champ d'intervention est considérable. Voir, entre autres, les ouvrages suivants pour une introduction distanciée et critique en langue française : *ESPRIT* (2006), SMOUTS (2007), AMSELLE (2008), BAYART (2010), BANCEL ET AL. (2010), MANGEON (2012).

déploitation s'accompagne plus ou moins ouvertement d'une posture contradictoire : valorisation des universités nord-américaines/dévalorisation et marginalisation des travaux français et francophones. Avant de repenser, de ré-imaginer et de réécrire l'Afrique, ne faut-il pas plutôt se demander pourquoi l'essentiel des recherches en sciences sociales, culturelles et historiques sur l'Afrique proviennent encore, et presque toujours, plus d'un demi-siècle après les Indépendances, de lieux académiques étrangers, essentiellement occidentaux ? Pourquoi les universités et les centres de recherche localisés en Afrique sont-ils toujours aussi mal soutenus financièrement, politiquement et humainement par leurs États nationaux ? Il n'est plus possible en 2018 pour les penseurs africains de se contenter de regretter cette situation et de condamner les producteurs occidentaux des connaissances et des savoirs sur les Afriques concrètes et réelles, y compris ceux qui bénéficient de la connivence de collègues africains qui joueraient là une espèce de double-jeu⁶. Cela fait longtemps que les chercheurs européens et nord-américains se sont attelés à élucider de manière très critique mais aussi auto-critique, la réalité postcoloniale des sociétés et des cultures africaines et les auteurs des trois ouvrages considérés ici, pour commencer, ont tort de faire l'impasse sur ce patrimoine. Ainsi, le décès récent de G. Balandier (1920-2016) nous a-t-il opportunément rappelé la coupure décisive introduite par sa conceptualisation de la situation coloniale en 1951, soit il y a plus d'un demi-siècle (Balandier 1951, 2001 ; Copans 2001)⁷ !

Aujourd'hui, du moins dans le domaine francophone, le postcolonialisme a franchi une étape supplémentaire : les débats qu'il suscite sont passés de la sphère professionnelle et universitaire à la sphère du grand public à la fois africain d'origine immigrée et non africain éclairé grâce aux implications actives d'écrivains et d'artistes. Ce nouvel ou néo-postcolonialisme ne semble pas avoir changé de contenu et d'objectif mais sa confrontation avec ceux qui se battent pour améliorer la permanence et la survie des études africaines africanistes (Copans 2007, 2010) indique clairement que ses partisans, le plus souvent expatriés dans le monde occidental, se soucient finalement fort peu des conditions matérielles et institutionnelles de l'éducation du primaire au supérieur sur le continent africain.

Comment penser l'Afrique, et même l'écrire, si l'engagement des recherches de terrain et le projet encore lointain de la production de concepts

6. Voir la déploitation, pourtant bien informée, de C. Coquery-Vidrovitch, G. Beaujean et F. Vergès dans *L'Humanité*, « Comment en finir avec un certain mépris de l'Afrique ? », 10-11-12 février 2017.

7. Voir le numéro spécial des *Cahiers d'Études africaines* (FICQUET & HAZARD [2017]) et le dossier spécial de *cArgo* (DIANTEILL & MANETTA [2017]) qui commémorent son héritage.

et de théories scientifiques *véritablement autochtones*, ne sont pas abordés frontalement ? L'Afrique ne peut être pensée que si elle devient, grâce aux centres de recherches de l'ensemble du continent, un objet construit, empiriquement, méthodologiquement et conceptuellement d'abord *sur place*. Avant de mondialiser le regard, il faut relocaliser lieux de production et de réflexion des connaissances. Les discours postcolonialistes africains sont encore, pour le moment, des discours littéraires, philosophiques, voire moraux et politiques, qui ne maîtrisent pas l'épistémologie de la recherche empirique et qui parfois cherchent même à s'en éloigner volontairement. Cette dernière est pourtant totalement débarrassée aujourd'hui de ses inconscients coloniaux sinon colonialistes. Sans tomber dans un positivisme réducteur qui serait le fait, par nature, de toute analyse et explication scientifique d'origine occidentale (et par conséquent au second ou même au premier degré, colonial), qui n'est absolument plus de saison, les partisans de la primauté de l'interprétation postcoloniale doivent admettre la nécessité intellectuelle et pratique de ce détour *par* le terrain mais aussi et surtout d'un retour *au* terrain pour rendre cohérent le projet d'un engagement militant personnel et populaire.

Par exemple, comment parler postcolonialement de façon efficace si les paroles restent toujours prisonnières des langues africaines d'origine étrangère ?⁸ Sans opposer un populisme tout à fait démagogique valorisant un usage préférable des langues africaines autochtones, il faut tout de même se demander si le préalable ordinaire d'une africanisation pragmatique des sciences sociales et d'une reconnaissance de leur multipolarité ne doit pas s'imposer à cette volonté rhétorique de ré-enchantement du monde ? Postcoloniale, comme une pensée en éveil permanent, certainement, postcoloniale comme une idéologie soi-disant universelle, enfermée de fait dans le corporatisme d'intellectuels majoritairement expatriés, aussi bien topographiquement que socialement, certainement pas.

8. Voir plus loin notre évocation des positions de l'écrivain sénégalais B. B. DIOP (2017). Voir également l'auteur kenyan, NGUGI WA THIONG'O (2018), l'un des premiers militants actifs de l'écriture en langue nationale, en l'occurrence, le kikuyu. Sur la question plus globale de l'oralité moderne des langues africaines voir « Paroles d'Afrique » (DERIVE & LEGUY 2015).

Le postulat d'une Afrique-Monde : une fuite en avant, un préalable intellectuel et culturel ou bien une dynamique plus idéologique que scientifique ?

À propos des ouvrages de :

A. Mabanckou (2017), *Penser et écrire l'Afrique aujourd'hui* ;

F. Sarr (2016), *Afrotopia* ;

A. Mbembe & F. Sarr (2017), *Écrire L'Afrique-Monde*.

Malgré l'ancienneté de la critique postcoloniale, d'abord orientaliste puis afro-américaniste et afro-centrée, largement de langue anglaise, il existe depuis une petite vingtaine d'années une tradition francophone, symbolisée en partie par les écrits de l'historien et philosophe d'origine camerounaise, Achille Mbembe⁹. Les trois ouvrages que nous allons passer en revue ne sont pas tous de son initiative mais ce penseur constitue aujourd'hui un trio, avec l'écrivain d'origine congolaise, Alain Mabanckou, et l'économiste-philosophe sénégalais, Felwine Sarr, qui s'efforce de mobiliser une plus large communauté littéraire et académique africaine et qui cherche, à se faire entendre et à porter une nouvelle parole « africaine » au monde.

L'ouvrage collectif dirigé par l'écrivain congolais Alain Mabanckou (2017), *Penser et écrire l'Afrique aujourd'hui*, reprend les communications d'un colloque du même titre organisé au Collège de France le 2 mai 2016 pendant son séjour comme professeur à la chaire annuelle de création artistique intitulée « Lettres noires : des ténèbres à la lumière ». Auteur de recueils de poésie, de romans et d'essais, A. Mabanckou est professeur de littérature française et francophone à l'Université de Californie à Los Angeles (UCLA) depuis 2006, après l'avoir été trois ans à l'Université du Michigan (à Ann Arbor). Composé de dix-neuf contributions, réparties en nombre à peu près égal entre auteurs universitaires et écrivains avec, en plus, deux journalistes et un économiste expert, tous d'origine africaine, à l'exception des historiens français Pascal Blanchard et François Durpaire, cet ouvrage vise plusieurs objectifs¹⁰. Le premier consiste à mettre en avant, au moyen d'un point de vue postcolonial et afro-centré, la réaffirmation d'une parole africaine nouvelle

9. L'œuvre d'A. MBEMBE (2000a, b, 2010a, b, 2013, 2016) est considérable dont une dizaine d'ouvrages en trente ans. Voir les comptes rendus de C. COQUERY-VIDROVITCH (2012, 2015) ainsi que le débat organisé autour de *De la postcolonie* dans *Politique africaine* (POUCHEDAPASS ET AL. 2003) et les réponses à son article (MBEMBE 2010a) de la part de F. LE MARCIS (2010) et V. FOUCHER (2010).

10. Ont contribué à cet ouvrage les écrivains : L. Moudileno, A. Waberi, A. Mabanckou, D. Laferrière, L. Mushita, S. Tchak, M. A. O. Bambe dit Capitaine Alexandre ; les historiens : A. Mbembe, F. Vergès, P. Blanchard, F. Durpaire et M. Soumahoro ; les philosophes : S. Kodjo-Grandvaux et S. B. Diagne ; l'économiste : C. Monga ; le spécialiste de littérature : D. Thomas et la journaliste : R. Diallo.

pour qui le continent africain est devenu une mondialité de fait. Le second, d'ailleurs mis en exergue en 4^e de couverture, est un « [...] appel à l'avènement des "études africaines" en France » (*ibid.* : 8-9). Notons tout de suite l'incompréhension et l'ignorance fondatrices de ces discours puisque la phrase suivante évoque en fait le retard français en matière d'études postcoloniales (par rapport aux États-Unis et au monde anglophone), ce qui n'est pas du tout à la même chose¹¹.

Malgré des origines nationales variées, les auteurs sont tous francophones, ce qui limite fortement les ambitions de parler de et pour toute l'Afrique ! Mais surtout la généralité des propos, tant philosophiques qu'historiques et bien sûr littéraires, dessine ici une Afrique très lointaine et abstraite. D'autant plus lointaine qu'à l'exception de quelques écrivains (et d'Achille Mbembe qui habite en Afrique du Sud), les auteurs sont des résidents de longue date de pays du Nord et presque la moitié enseignent dans des universités américaines (huit auteurs sur dix-neuf). Je ne fais nullement injure à la sincérité de cet engagement passionné mais les critiques virulentes faites aux spécialistes des sociétés et des cultures africaines se concentrent sur « la mère patrie française » d'une manière tout à fait paradoxale puisque la francophonie en tant que telle sort totalement indemne de ces textes. Certes, l'ouvrage n'offre pas un *verbatim* des débats, s'il y en eut, mais le lecteur un peu éclairé en matière d'études africaines peut s'étonner de la condamnation des apports possibles du patrimoine des études africaines internationales et notamment françaises. En effet, dans ce mouvement, ce sont également tous les autres collègues universitaires et écrivains africains, y compris francophones, qui se trouvent marginalisés et neutralisés. Personne n'évoque même le CODESRIA¹² bien que l'un de ses anciens secrétaires exécutifs, de 1996 à 2000, en l'occurrence A. Mbembe lui-même, soit bien présent. Cette *tabula rasa* est évidemment dévoilée selon les penchants et interrogations de chacun.

L'ouvrage est divisé en deux parties déclinées selon son titre, « penser » et « écrire ». A. Mbembe (dans Mabanckou 2017 : 25) donne le ton du recueil et ouvre la réflexion en annonçant : « L'Afrique qui vient. » L'Afrique vit une condition planétaire : elle est l'histoire du monde et l'histoire du monde est celle de l'Afrique. Cette affirmation le conduit pourtant à une prise de position tout à fait discutable : « Après la décolonisation, l'Europe s'est recroquevillée sur elle-même et a graduellement perdu sa capacité à développer une pensée à la dimension du monde. Aujourd'hui cette pensée nous vient en très grande

11. Voir les ouvrages mentionnés dans la note 5.

12. Le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA), fondé en 1973, basé à Dakar au Sénégal, est une organisation internationale non gouvernementale qui se consacre aux recherches panafricaines en sciences sociales.

partie du Sud. » La dynamique mondiale va (peut-être) dans ce sens mais cette expansion, dilatation, ne va guère améliorer, selon nous, l'élaboration des procédures de sa connaissance. Mbembe propose en effet une définition intemporelle et téléologique de l'anthropologie et ne distingue pas, entre les différentes traditions nationales de la discipline et les tendances dominantes selon le moment au cours du siècle et demi de son histoire, l'anthropologie-ethnologie étant avec la géographie, la première discipline scientifique à s'être intéressée concrètement aux populations africaines (Moore 1994). Cette éviction de la raison non nègre¹³ dans le combat pour l'Afrique-Monde qui vient — pour rebondir sur le titre d'un de ses livres — le conduit à laisser de côté la tradition philosophique européenne¹⁴ pour mettre en avant « les traditions africaines antiques » (*ibid.* : 26), réalité culturelle pourtant critiquée depuis longtemps par des philosophes africains comme P. Hountondji (1977) ou J.-G. Bidima (2002, à paraître). La philosophe S. Kodjo-Grandvaux s'inscrit dans cette perspective en valorisant la notion bantou d'*ubuntu*, par l'intermédiaire de B. Obama et N. Mandela faut-il ajouter, qu'elle critique pourtant quelques pages plus loin. Elle rappelle que la philosophie africaine doit penser par elle-même, renouvelant à sa manière une tradition occidentale qui ne doit plus imposer sa démarche en se contentant d'incorporer l'Autre sans lui laisser son droit à l'initiative. Cette intention est louable, mais à ce niveau de généralité, la guerre des ethnocentrismes culturels entre l'Europe et les sociétés africaines paraît biaisée par avance. Néanmoins cette philosophe soulève la question de l'équivalence et de la traduction linguistique et lexicale que le philosophe sénégalais Souleymane B. Diagne (dans Mabanckou 2017 : 79) met en avant : « Penser l'Afrique, penser en Afrique, c'est penser en traduction dans les langues africaines et les langues d'Afrique que sont aussi le portugais, le français ou l'anglais. C'est penser dans le va-et-vient, c'est penser de langue à langue ».

Cette hauteur d'esprit et ce paradigme, sinon nouveau, du moins programmatique, ne sont pas partagés par tous les contributeurs. Valorisant plus qu'il n'est de raison l'université américaine en citant l'historien congolais D. Gondola qui dénigre l'historiographie africaniste française (*ibid.* : 84)¹⁵,

13. Voir le titre de l'ouvrage d'A. MBEMBE (2013 : 24) en considérant que l'auteur soutient que pour sortir de l'impasse du « développement », sous-entendu évolutionniste et occidental, il s'agit de proposer une pensée monde à partir de l'Afrique elle-même.

14. Rappelons que toutes les traditions philosophiques passent leur temps à se remettre en cause et que les déconstructions européennes des XIX^e-XX^e siècles sont tout de même assez conséquentes : voir notamment Nietzsche, Husserl, Derrida, Deleuze.

15. D. Thomas cite en effet l'ouvrage de GONDOLA (2007), *Africanisme : la crise d'une illusion* qui fait suite à un article paru dix ans auparavant dans *Politique africaine* et qui soulevait un problème plus circonscrit et effectivement problématique, « La crise de la

nous accédons à l'une des opinions fortes de ce recueil ainsi que des deux autres ouvrages recensés ci-après : il n'y a rien à tirer du colonialo-centrisme sans autocritique des études africaines. Cette position est confortée, paradoxalement, par les analyses de chercheurs français très postcoloniaux comme P. Blanchard et F. Durpaire qui accusent les sciences sociales de ne pas vouloir analyser la race au nom des facteurs ethnoculturels. F. Durpaire propose certes une espèce de programme de recherche (*ibid.* : 111-112) mais la quête infinie des identités « noires » est une impasse même si le cas africain « autochtone » n'est plus que l'un des cas de figure possible. Pourquoi l'actualité devrait-elle faire de l'ombre aux travaux de ce dernier quart de siècle qui se sont justement efforcés de poser les bases d'une anthropologie sociale et historique pertinente pour ces questions au-delà des réactions émotionnelles et politiques ?¹⁶

Malgré le fait que les écrivains ne prétendent pas se réclamer d'un savoir spécifique, leurs expériences ne les empêchent pas d'avancer quelques réflexions proprement analytiques. L'éditeur du recueil lui-même, A. Mabanckou (2012), avait déjà suggéré quelques critiques lucides dans son essai, *Le sanglot de l'homme noir* qui faisait écho à celui de P. Bruckner (1983). L. Moudileno, M. Soumahoro, S. Tchak, la zimbabwéenne L. Mushita (une exception anglophone dans cet univers bien francophone) font toutes et tous des commentaires qui interrogent frontalement l'écriture africaine conduite depuis l'Occident, tant du point de vue du lectorat français que de celui des auteurs et lecteurs d'origine africaine. Leur regard distancié, pratique (comment et pour qui vivre de sa plume ?), peu académique et plutôt modeste, tranche avec les certitudes assénées en Majuscules ou en minuscules par leurs compatriotes universitaires et « penseurs ». À les lire, l'africaniste « blanc » se rend compte qu'il y a encore de la place pour les patrimoines disciplinaires qu'il représente dans la pensée africaine planétaire que nous sommes en train de passer en revue. La guerre des places engagés par les partisans, pourtant expatriés, d'un postcolonialisme radical, qui incarne plus une certaine forme d'ignorance, de dénigrement et d'excommunication qu'une franche volonté

formation en histoire africaine en France, vue par les étudiants africains » (GONDOLA 1997). La stricte honnêteté intellectuelle aurait dû conduire D. Thomas à évoquer les débats que ce dernier texte avait suscités dans la revue dès ce numéro, à commencer par l'article de CROUZEL & ABDOURAHMANE (1997) dont les attendus se retrouvent, vingt ans plus tard, dans certaines des contributions au recueil édité par MABANCKOU (2017). Pour avoir une vision d'ensemble du débat, voir dans *Politique africaine* CAHEN (1997), CHRÉTIEN (1997), COQUERY-VIDROVITCH (1997), COULON (1997), RICARD (1997), COPANS (1998a), DALOZ (1998), soit au total près d'une centaine de pages.

16. Voir les travaux de J.-L. AMSELLE (2011), et notamment son argumentation sur le danger de l'usage des statistiques ethniques, dans *L'ethnisation de la France*. Voir aussi les actes du colloque sur les banlieues françaises édités par M. AGIER & R. BAZENGUISSA-GANGA (2012) que nous analyserons plus loin.

de discussion, de collaboration et de front commun anti-néo ou postcolonial, ne peut que décevoir les compagnons de route de bonne volonté qui ne savent plus du coup à quelle Afrique se vouer.

Une petite parenthèse personnelle : ma lecture renvoie à quelques principes défendus depuis longtemps et je me contente de renvoyer à mes ouvrages, *La longue marche de la modernité africaine* (Copans 1998b [1990]) et *Un demi-siècle d'africanisme africain* (Copans 2010). Le point de départ de toute compréhension et analyse des Afriques d'aujourd'hui est la mise en place d'un système tout à fait autochtone d'enseignement, notamment d'enseignement supérieur. Le patrimoine des connaissances africanistes doit être rapatrié sur place et non pas décliné depuis le refuge, paradoxal, de l'Occident. Où sont donc en effet les revues scientifiques, les maisons d'édition nationales et locales ? Faut-il rappeler qu'en cette matière l'Afrique francophone ne donne pas du tout le bon exemple, comparée à plusieurs pays anglophones. La coupure générique entre les diverses langues dites nationales ou maternelles et les langues africaines d'origine occidentale doit être remise en cause et seuls deux ou trois auteurs, dont S. Bachir Diagne (dans Mabanckou 2017 : 72-80) l'évoquent dans leur texte¹⁷. Ce constat est malheureusement confirmé par le silence pesant de très nombreux contributeurs de ce recueil à propos des acquis des travaux africanistes courants et des efforts d'actualisation permanents manifestés par les doctorants, les jeunes chercheurs ou encore les journalistes d'investigation africains. Les sciences sociales sont totalement ignorées. L'image des recherches historiques véhiculée par ces communications est dépassée depuis longtemps car, à l'exception de l'économie, l'histoire est certainement la discipline qui a le plus progressé depuis trente ans et qui a complètement renouvelé notre vision de l'Afrique dans le monde¹⁸. Il n'est pas possible d'opposer, d'une part, les spécialistes et, de l'autre, les créateurs culturels dans la mesure où tous semblent partager ces préjugés d'une autre époque. Pourtant, ces auteurs bénéficient de tous les moyens informatifs du monde occidental et notamment des ressources considérables des bibliothèques universitaires nord-américaines. Comme le savent bien les auteurs, la situation est tout autre dans les États africains. Le délabrement des bibliothèques publiques ne peut être comblé par les seules ressources informatiques car l'essentiel de ce patrimoine est justement pour le moment inexistant en ligne.

17. Ce dernier insiste sur le concept de traduction. Voir les remarques de J.-L. AMSELLE (2017 : 115-129) sur ce point.

18. Voir notre examen de la démarche de J.-P. DOZON (2015) dans la suite de cette chronique. La récente élection de l'historien F.-X. Fauvelle à la nouvelle chaire, « Histoire et archéologie des mondes africains » du Collège de France en est une confirmation symbolique au-delà des discussions déplacées qu'elle a pu soulever (*Le Monde*, 29 novembre 2018, p. 20 ; *M Le magazine du Monde*, 1^{er} décembre 2018, p. 49).

Cette lecture sélective, volontaire ou non, des références disponibles est des plus inquiétants. Il est déjà présent dans un certain nombre de textes de ces auteurs¹⁹ et l'ouvrage de F. Sarr (2016) dont nous allons parler plus loin le confirme également. Penser l'Afrique pour sortir de la grande nuit coloniale est indispensable à cause de sa décomposition-recomposition diasporique et mondiale (et plus seulement continentale) mais peut-on se contenter d'affirmer avec force et obsession que cet objectif est primordial alors qu'aucun état complet et objectif du patrimoine international des sciences sociales concernant l'Afrique n'a véritablement été établi ?

En effet, qui va pouvoir lire cette nouvelle littérature, qui va être capable de produire les nouvelles analyses des multiples situations locales, nationales et catégorielles des sociétés africaines en reconfiguration permanente ? La description de l'Afrique est d'abord une question de terrain puis de méthode, de réappropriation critique des patrimoines déjà produits, et, par voie de conséquence, de formation académique, non seulement intellectuelle mais également pédagogique et pratique. Un problème, qui devrait aller de soi pour des intellectuels et des écrivains qui veulent parler de l'Afrique comme d'une totalité qui ne se réduit pas au seul territoire de son continent, se pose : quels pays africains ces africanistes mondialisés ont-ils fréquenté indépendamment des éventuels campus universitaires qui ont pu les inviter?²⁰ Ma question est peut-être indiscrete mais ce regard africain éloigné²¹ a de quoi inquiéter malgré ses volontés de démystification car il risque d'imposer et de diffuser une rhétorique globalisée qui se contente de valoriser une image ne révélant rien du détail de la quotidienneté matérielle et mentale des 95 % des populations du continent.

L'économiste-philosophe-écrivain sénégalais, Felwine Sarr, professeur à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis, manifeste d'une manière quasi naïve ce style postcolonial-mondial-afro-centré²². Avant d'en venir plus loin à sa collaboration avec A. Mbembe dans l'organisation et l'édition des

19. A. Mbembe lui-même oublie facilement, semble-t-il, les travaux francophones qu'il se devrait de connaître notamment sur l'Afrique du Sud (NUTTALL & MBEMBE 2008). Voir les remarques de V. FOUCHER (2010) et de C. COQUERY-VIDROVITCH (2012) sur ce point à propos des recherches urbaines.

20. Voir le remarquable récit de voyage à travers tout le Nigeria de Noo SARO-WIWA (2013) : la fille du célèbre auteur-activiste nigérian, exécuté en 1993, qui a toujours vécu en Grande-Bretagne, revient au Nigeria pour rédiger un guide de voyage et découvre de manière très directe et pseudo-naïve la diversité quotidienne d'un pays qu'elle ne connaissait absolument pas.

21. Je me réfère à un point de vue anthropologique toujours en discussion ! L'expression vient du titre d'un recueil d'articles de C. LÉVI-STRAUSS (1983).

22. Rappelons que F. Sarr a été chargé le 5 mars 2018, conjointement avec l'historienne B. Savoy, d'une mission pour définir les conditions de restitution des objets du patrimoine artistique

contributions des Ateliers de la Pensée, tenus au Sénégal fin octobre 2016, examinons son court essai qui aborde la plupart des domaines concernés par ce *revival* afro-centré, *Afrotopia*. Cet ouvrage veut refonder le devenir de l'Afrique à partir d'elle-même sans passer par un comparatisme avec le Tiers monde, le Sud, ou tout le moins les Amériques et l'Asie. Pour ce faire, l'auteur passe rapidement en revue tous les champs classiques de l'analyse sociétale : le développement, la modernité, les valeurs et la culture, l'économie (presqu'un tiers de l'ouvrage), la psychologie, les sciences sociales, l'université, les villes. Sans revenir sur le biais paradigmatique qui consiste à vouloir penser l'Afrique en soi, il faut noter le décalage de l'essentiel du champ référentiel convoqué. Certes, il s'agit d'un essai et parfois on peut penser que toutes les (bonnes) idées sont à prendre, mais encore faut-il être sûr de leur actualité, de leur scientificité présente et qu'il ne s'agit pas de lieux communs critiqués depuis longtemps, y compris par des chercheurs africains décolonisés ! Il n'est plus possible, en 2016, de confondre la fameuse bibliothèque coloniale, mise en lumière initialement par V. Mudimbe, avec la bibliothèque postcoloniale internationale qui a décortiqué et démonté, depuis plus d'un demi-siècle, les préjugés et ignorances antérieures. Quoiqu'en pensent A. Mabanckou et ses amis, F. Sarr, A. Mbembe et les leurs, il existe une forme de progrès des connaissances en sciences sociales et dans les humanités (Copans 2018a). Ainsi, F. Sarr est natif du Sénégal et enseigne dans l'une des ses universités. Sa démonstration, tout en prenant un tour « nationaliste méthodologique » (Beck 2014) aurait été bien plus probante, selon moi, s'il avait d'abord feuilleté les très riches bibliographies de ses seuls compatriotes, y compris celles de ses propres collègues universitaires saint-louisiens²³.

Je me contenterai d'évoquer trois domaines où les textes disponibles nous offrent une autre vision des sociétés et des cultures du continent. L'analyse de l'économie globale renvoie essentiellement à des sources anglo-saxonnes du Nord, alors qu'il existe aussi d'excellentes études françaises, francophones et sénégalaises y compris de la part des chercheurs du CODESRIA basé à Dakar. Sans rentrer dans un débat disciplinaire, renvoyer à l'un des ancêtres de l'anthropologie américaine, M. Herskovits (1940), pour attirer l'attention sur l'anthropologie économique n'est pas très sérieux (Sarr 2016 : 68-69)²⁴. F. Sarr

africain des collections publiques françaises. Ils ont rendu leur rapport sur la restitution du patrimoine culturel africain le 23 novembre 2018 et l'ont publié (SARR & SAVOY 2018).

23. Voir aussi son entretien avec O. Jolys (en anglais) « "Afrotopia" — Repenser l'Afrique » sur le site de la Rosa Luxembourg Stiftung-West Africa, <<http://www.rosalux.sn/>>.

24. F. SARR (2016 : 68) cite en fait la seconde édition du fameux ouvrage de l'anthropologue M. HERSKOVITS (1940) dont le titre complet est *Economic Anthropology : a Study in Comparative Economics* (1952) alors que la première édition remonte à 1940 sous le titre *The Economic Life of Primitive Peoples*. Entre-temps, M. Herskovits avait fondé

nous parle ensuite du paysan du Sine : que ne cite-t-il au moins pour commencer les travaux des géographes P. Péliissier (1966) et A. Lericollais (1972) et de bien d'autres depuis les années 1960-1980 ou encore l'ouvrage de l'économiste J.-M. Gastellu (1981), probablement la meilleure étude d'anthropologie économique d'une communauté paysanne serer, ou même africaine, à ce jour à l'échelle internationale ? Un autre exemple, traité bien plus longuement par Sarr (2016 : 84-86), celui de la confrérie musulmane soufie des Mourides, est doublement problématique puisque sa source d'information, certes sénégalaise, est défectueuse elle-même dans ses lectures²⁵. Non seulement T. El Hadj I. Sackho (2010) ne cite jamais les travaux de D. Cruise O'Brien, J. Copans²⁶, A. Piga, C. Pezeil²⁷ dont « l'occidentalité » peut poser problème aux afro-centrés mais F. Sarr, qui écrit en 2015, n'actualise pas non plus ses références avec l'arrivée, après 2010 (date de la soutenance de cette thèse) des remarquables travaux de C. Gueye (2002), C. A. Babou (2011), A. Seck (2010), pour me limiter à des publications de chercheurs sénégalais²⁸. Il ne s'agit pas ici de jouer les professeurs mais de noter qu'à vouloir exposer plus précisément un cas emblématique (tout de même trois pages entières), autant tenir compte des nouvelles inflexions décisives de l'islamologie internationale et surtout sénégalaise²⁹. Enfin, je ne puis m'empêcher de mentionner l'anthropologue Abdoulaye Niang (2014), collègue de F. Sarr à Saint-Louis, observateur averti et analyste

à l'Université Northwestern le premier centre pluridisciplinaire d'études africaines des États-Unis (et aussi au monde) en 1948. Ce précurseur méritait un autre petit coup de chapeau. Dois-je enfin rappeler que l'anthropologie économique fait partie de manière très sérieuse et brillante de la bibliographie en langue française depuis plus d'un demi-siècle (BESSAIGNET 1966 ; GODELIER 1965). F. Sarr déclare, dans son portrait publié dans *Le Monde* du 1^{er} décembre 2018, p. 7 : « Ce qui m'intéresse désormais, c'est l'anthropologie économique et le développement de nouveaux modèles [...] » ajoutant qu'il veut « [...] réfléchir à l'écriture des sciences sociales et des humanités depuis l'Afrique ». Je me contenterai de citer, pour des présentations tout à fait à jour et intelligentes de cette sous-discipline, l'excellente synthèse de F. DUPUY (2016 [2001]) et le *Handbook of Economic Anthropology*, édité en anglais par J. CARRIER (2005), hélas tout aussi ignorées de F. Sarr.

25. F. SARR (2016 : 86) s'inspire d'une thèse de sociologie soutenue en Allemagne (SACKHO 2010). L'auteur de cette dernière ne semble pas, à ce jour, en avoir tiré de publications.
26. Évidemment, je suis ici juge et partie, mais la réputation sénégalaise, ne serait-ce que du seul titre de l'ouvrage tiré de ma thèse, *Les marabouts de l'arachide* (COPANS 1988 [1980]), me conduit à ce renvoi, sans aucune fausse modestie !
27. Auxquels je pourrais ajouter les noms de S. Bava, V. Ebin, J. Searing, A. Roberts et D. Robinson.
28. Voir les ouvrages collectifs SECK, KAAG, GUEYE & FALL (2015) et DIOUF & LEICHTMAN (2009).
29. Tout de même fille de l'islamologie occidentale puisque ces derniers travaux sont d'abord le résultat de thèses soutenues au Nord comme pour celle de SACKHO (2010) en Allemagne. Voir mon bilan des études islamologiques sur le Sénégal qui vient de paraître (COPANS 2018b) mais initialement rédigé en 2012-2013.

remarquable de la scène musicale sénégalaise moderne qui a su analyser ses éventuelles accointances islamiques. F. Sarr évoque aussi les villes africaines mais sur seulement sept pages, sans une seule référence, alors que ce champ est particulièrement bien arpenté depuis longtemps par les sciences sociales et historiques, ce qui devrait l'interdire de généraliser trop abusivement³⁰.

Bref, comme j'essaie de la démontrer depuis un quart de siècle, il existe indubitablement une tradition sénégalaise, autochtone, originale, probablement unique à l'échelle continentale, à l'exception de l'Afrique du Sud, dynamique et forte de plusieurs générations déjà (depuis le maître Cheikh Anta Diop des années 1950), en sciences sociales et historiques (Copans 1991) et dont l'un des animateurs infatigables depuis un quart de siècle est le sociologue M. C. Diop³¹ (Copans 2013 ; Diouf 2013). Hélas, les lecteurs d'*Afrotopia* n'en sauront rien et pourront penser que, oui décidément, l'Afrique est bien sous-développée dans le domaine de sa propre connaissance de soi. Qu'un chercheur engagé conforte ce genre d'ignorance, de préjugés et de lieux communs, en court-circuitant un patrimoine utile et indiscutablement bien post-colonial, est tragique et seule une révolution scolaire, universitaire et éditoriale serait capable de contribuer à l'éventuelle transformation de cette déshérence mortifère. Ce jugement négatif ne cherche nullement à dévaloriser une ambition puissante. Mais pour imaginer l'*afrotopos*³² nécessaire, il existe déjà de nombreux fondements concrets qu'il conviendrait de signaler. L'apparition de théories générées sur place est plus compliquée et je ne suis pas sûr que de simples appels du verbe y contribuent véritablement. Les concepts des « Suds » dépendant encore trop des pensées du « Nord » et pour les compléter (et non pas les concurrencer sinon les supprimer comme semblent le souhaiter certains des auteurs passés ici en revue) le chemin de la recherche empirique, de sa formalisation et de sa diffusion, reste un préalable incontournable que n'importe quelle philosophie afro-centrée ne peut remplacer au pied levé.

Presque la moitié des contributeurs aux rencontres du Collège de France organisées par A. Mabanckou (huit pour être précis) a participé aux Ateliers de Dakar organisés par A. Mbembe et F. Sarr fin octobre 2016 dont les actes

30. Y compris par A. Mbembe : voir NUTALL & MBEMBE (2008) et le compte rendu de COQUERY-VIDROVITCH (2012).

31. Auteur du premier doctorat consacré aux mourides urbains soutenu en 1980 (DIOP 1980) ! Voir ses publications sur ce point (DIOP 1981a, b) tout aussi ignorées de SARR (2016) (ainsi que de Sackho [2010] !).

32. Ce terme, forgé par SARR (2016 : 133-137) et qui a donné son nom à son essai, n'occupe que quatre pages vers la fin de l'ouvrage. Il le définit ainsi : « L'afrotopos est l'*atopos* de l'Afrique : ce lieu non encore habité par cette Afrique qui vient. Il s'agit de l'investir par la pensée et l'imaginaire » (*ibid.* : 133).

sont rassemblés dans *Écrire l'Afrique-Monde*³³. Malheureusement, comme pour le précédent recueil, nous n'avons aucun compte rendu *verbatim* ou résumé des discussions qui s'y sont déroulées. Au lecteur donc, et à l'auteur de cette chronique, par conséquent, de fournir une synthèse de ces dernières sur la seule foi des communications. Nous pouvons essayer de noter les convergences, les divergences ou plutôt les contradictions qui se dégagent de cette vingtaine de textes et qui obscurcissent quelque peu les finalités « interventionnistes » de ces contributions³⁴. On doit évidemment noter la qualité de ces auteurs : ils sont tous francophones et un léger avantage va aux auteurs vivant et travaillant à l'extérieur du continent africain dans la diaspora par rapport à ceux qui ont leur domicile et leur lieu de travail en Afrique subsaharienne. Il y a une nette prédominance d'universitaires (la moitié en Afrique et l'autre moitié partagée entre la France et les États-Unis) et, par ailleurs, d'auteurs d'origine sénégalaise (ce qui paraît toutefois normal étant donné le lieu de tenue des réunions). Enfin, les deux-tiers des participants sont des universitaires en sciences humaines et sociales et en humanités avec une nette prédominance de philosophes (6) et de spécialistes de la littérature et de la critique littéraire (6 également). Les pays du Sahel ne sont pas représentés et l'absence de représentants du « reste » des pays africains nous semble un handicap tout à fait fondamental pour ce projet afro-centré nouvelle manière, ce qui pourtant ne semble guère inquiéter les participants. Plusieurs penseurs et écrivains anglophones ont été invités aux Ateliers de 2017.

33. Juste auparavant *Le Monde Afrique* avait organisé à Dakar sa troisième édition intitulée « Le défi de la formation supérieure en Afrique de l'Ouest. Informer, orienter, inspirer ». Voir le Cahier du *Monde* du 25 octobre 2016. L'avenir de l'Afrique appartient également aux élites branchées mais *quid* des 99 % restant de la population ? Voir l'entretien des deux responsables des Ateliers, A. MBEMBE & F. SARR (2017), dans ce même numéro : « L'avenir du monde se joue en Afrique ». Voir également leur entretien dans *L'Humanité* (23-24-25 juin 2017, pp. 22-23) : « L'Afrique recèle d'immenses gisements de possibilités ». Signalons que « Les Ateliers de Dakar » ont tenu une deuxième session en novembre 2017 qui ne semble pas avoir débouché sur une publication mais sont accessibles en ligne (<https://www.youtube.com/watch?v=ytl_fEe44xM>). Voir le remarquable travail d'enquête de terrain et d'analyse de cette seconde session comme du projet des Ateliers de Dakar en général, réalisée par C. HALLAK (2018). Je la remercie de sa confiance et de m'avoir permis de prendre connaissance de son mémoire. Les Ateliers de la Pensée organisent une École doctorale en janvier 2019, « Nouveaux savoirs et enjeux planétaires : épistémologie, pédagogie et méthode ». (<http://afrique.lepoint.fr/culture/les-ateliers-de-la-pensee-ouvrent-une-ecole-doctorale-internationale-a-dakar-29-08-2018-2246833_2256.php>).

34. Ont contribué à ce recueil les philosophes B. Mve-Ondo, H. Bentouhami, B. Cissé, S. B. Diagne, M. S. Dione, B. Ndoeye, F. Sarr, N. Y. Kisukidi et S. Kodjo-Grandvaux ; les anthropologues D. Akana et A. Seck ; les historiens M. Diouf, A. Mbembe et F. Vergès ; l'économiste, N. S. Sylla ; le spécialiste de littérature B. Lebdaï ; les écrivains A. Mabanckou, L. Miano, L. Moudileno, S. Tchak et A. Waberi.

Si l'on se penche sur le contenu des contributions, on note d'emblée leur silence sur les réalités culturelles, intellectuelles et sociétales de ces Afriques non francophones. Même A. Mbembe, pourtant l'un des deux éditeurs de l'ouvrage, passe quasiment sous silence son expérience sud-africaine où il réside pourtant depuis une vingtaine d'années. Ces écrivains de « l'Afrique-Monde » sont donc tout aussi ethnocentrés que les idéologues européens, et notamment français, qui transforment le terme « Afrique » en une entité générale et abstraite pour désigner des réalités très particulières et particularistes. Il est vrai qu'en se réclamant d'une Nouvelle Afrique qui serait diasporique et planétaire et non plus seulement continentale, ces penseurs partagent les lieux communs de leurs communautés américaine et française d'accueil. Mais ce qui frappe le lecteur français, occidental et donc non africain que je suis, c'est la profonde ignorance des nombreuses et riches traditions africanistes postcoloniales au sens strict (publiées depuis les années 1960), traditions largement partagées, enrichies et même concurrencées par les nouvelles traditions inédites d'origine africaine justement. Certains auteurs développent des analyses un peu sommaires en se contentant de présenter les écrits du panafricanisme, de la négritude ou même des études classiques sur le développement (B. Cissé, C. Monga). Les travaux critiques récents et novateurs sur ces questions ne sont pas consultés et seul Ndongo Samba Sylla sort des études développementalistes classiques, alors que ceux qui abordent cette question ne semblent pas avoir perçu les mutations profondes qui ont recomposé de fond en comble ces dernières depuis plus d'un quart de siècle³⁵.

L'anthropologue A. Seck (dans Mbembe & Sarr 2017 : 307-340) nous propose une analyse concrète d'une réalité nationale concrète, en l'occurrence celle du Sénégal wadien. Ses compatriotes n'évoquent jamais les mutations paradigmatiques de la littérature sénégalaise en sciences sociales et historiques sur le Sénégal³⁶ alors que celle-ci est de plus en plus conséquente. Certes, il nous faut mentionner l'analyse de P. Akana (*ibid.* : 263-285) sur les relations

35. Voir le premier article de fond de N. S. SYLLA (2013). Sur l'état économique du continent, on peut se reporter à la synthèse universitaire de P. JACQUEMOT (2013).

36. « L'ancêtre » C. A. Diop est cité ou évoqué par quasiment tous les auteurs mais aucun d'entre eux, y compris les natifs du Sénégal, n'avancent le nom du sociologue Momar Coumba Diop qui a tant fait par son activisme éditorial collectif inlassable (mais aussi par ses propres travaux) pour la promotion de ce qui est devenu le fondement d'une tradition nationale originale en sciences sociales sénégalaises. Même l'historien M. Diouf, qui a collaboré dès 1990 avec M. C. Diop (DIOP & DIOUF 1990) et qui continue de contribuer à cet élan (il est ainsi l'un des deux préfaciers de la somme parue sous la direction de M. C. DIOP [2013b] pour établir un bilan de l'ère Wade), ne le cite pas. Pourquoi ce silence sur l'un des meilleurs exemples de la manière *africaine* de traiter une situation nationale ? Est-il possible de penser l'Afrique-Monde en faisant l'économie de cette première étape tout à fait nécessaire ? Je ne le pense pas.

sexuelles au Cameroun en regrettant, cette fois-ci, la non-prise en considération des travaux portant sur ce domaine dans d'autres pays (Fouquet 2013, 2014), ce qui confirme les effets pervers encore vivaces du « nationalisme méthodologique », ne serait-ce qu'au seul plan du champ référentiel bibliographique des contributeurs. Quant aux autres pays du/des Sud(s) jadis constitutifs du Tiers monde, ils n'ont aucune existence, même si M. Diouf (*ibid.* : 17-50) analyse longuement la littérature indienne postcoloniale et subalterne³⁷ et si Ndongo Samba Sylla (*ibid.* : 287-305) utilise les cas indiens et chinois pour asseoir sa démonstration. Les Amériques, notamment noires, sont oubliées, alors que justement les pionniers français et américains de l'anthropologie avaient proposé des comparaisons entre les cultures africaines et celle des afro-descendants des États-Unis, des Caraïbes et du Brésil dès les années 1930 (Herskovits 1928, 1940 ; Verger 1957 ; Bastide 1967) !

Penser l'Afrique autrement donne lieu à plusieurs stratégies démonstratives et rhétoriques : soit il suffit simplement de retourner aux sources et de reprendre les concepts ou les notions oubliées et enfouies sous le vernis colonial et colonialiste (sans se préoccuper du demi-siècle de critique idéologique et disciplinaire de ces mêmes sources), soit il faut élargir son champ réflexif et intégrer à l'africanité le champ diasporique qui redéfinit l'Afrique contemporaine (sans là encore évaluer les nouvelles thématiques qui recomposent les sciences sociales en général et non plus les seules études africaines). Certes, incorporer le champ diasporique (et même planétaire) aux réalités contemporaines pour redéfinir l'être africain concret actuel est nécessaire et indispensable. Mais il conviendrait toutefois de ne pas prendre, à nouveau, la proie pour l'ombre dans la mesure où la diaspora, démographiquement parlant, reste restreinte, que sa configuration et sa cohésion sont tout à fait discutables. Comment unifier sociologiquement, en un même ensemble, l'élite nigériano-américaine, les prolétaires ouest-africains parisiens et la vaste nébuleuse des étudiants pauvres expatriés en Occident ? Enfin, nos penseurs diasporiques semblent peu disposés à critiquer les nouveaux univers sociétaux qui les ont plus ou moins acceptés. Seul l'écrivain d'origine togolaise, Sami Tchak (dans Mbembe & Sarr 2017 : 343-350), aborde frontalement cette question en mettant en doute la qualité et l'originalité, africaine et/ou diasporique, des écrivains africains francophones d'aujourd'hui³⁸.

37. Qu'il connaît bien pour en avoir publié une première anthologie de textes en 1999 (DIOUF 1999).

38. Il rejoint en cela l'écrivain sénégalais B. B. Diop (2017 : 17) qui a écrit l'un de ses romans directement en wolof et qui note que les écrivains de la diaspora devraient « [...] s'interdire de dénigrer des langues africaines qu'ils connaissent si mal ». Je renvoie aux ouvrages fondamentaux d'A. RICARD (1995, 2011) sur cette question.

En fait, la confrontation directe avec les grandes pensées paradigmatiques des Nords se contente d'un *statu quo*. L'historien M. Diouf s'est réfugié chez les théoriciens indiens et remet en cause les théoriciens du Nord, à travers leur regard, et certains philosophes se confrontent à Husserl qui aurait déconstruit l'histoire mondiale (B. Ndoye). Ce qui est évident, c'est que K. Marx est complètement absent du projet « Afrique-Monde ». Certes, le marxisme (ce qui n'est pas la même chose) a été mis à toutes les sauces dans les idéologies et pensées savantes africaines au cours du xx^e siècle, mais pourquoi ne pas s'efforcer d'en dresser un bilan à l'image de la philosophie française qui a repris de manière à la fois diversifiée et systématique depuis plus d'un quart de siècle l'examen de sa pensée et de celle de ses épigones³⁹. Ignorer cette autoréflexion (qui doit être évidemment accompagnée d'un sentiment d'auto-critique), c'est accepter de fait la perpétuation d'un Marx marxisé⁴⁰ qui se porte encore assez bien dans l'Afrique anglophone et, par ricochet, même au CODESRIA. Paradoxalement, ce sont des écrivains ou des critiques littéraires qui, en examinant de manière pertinente et pointue certains aspects de la littérature africaine contemporaine, soulèvent des questions quasi épistémologiques. Ainsi B. Lebdaï (dans Mbembe & Sarr 2017 : 79-95) s'interroge sur le rôle des écrivains migrants et ainsi met en lumière le jeu des contraintes pesant sur ceux qui restent partagés entre deux continents. De même, S. Tchak, en comparant écrivains franco-africains et écrivains sud-américains, se permet des jugements d'une violence critique forte à l'égard de ses collègues qui, incapables de saisir la réalité globale de la nouvelle Afrique s'auto-illusionnent sur la portée de leurs propres écrits. Retenons enfin ce que nous dit L. Miano (*ibid.* : 95-119)⁴¹ sur la tendance des écrivains (et penseurs) africains à partager les influences exogènes au détriment d'une connaissance et expérience intime des autres manières de faire dans les autres cultures et sociétés africaines. L. Miano embraye sur cette perspective en suggérant de prendre au sérieux la figure de l'auteur (postcolonial). L'écrivain doit s'assumer et s'affirmer lui-même : il faut « [...] répudier l'hégémonie pour inventer un autre modèle »

39. Voir le Groupe de recherche et la revue *Actuel Marx* dont la fondation remonte à 1987.

40. Faut-il rappeler la remarque de K. Marx affirmant qu'il n'était pas marxiste ! Il préférerait parler de socialisme scientifique, surtout en critiquant les « marxistes » français (« Nor have you any other source, i.e. other than *Malon at second hand*, for your reiterated assertion that in France "Marxism" suffers from a marked lack of esteem. Now what is known as "Marxism" in France is, indeed, an altogether peculiar product — so much so that Marx once said to Lafargue: "*Ce qu'il y a de certain c'est que moi, je ne suis pas Marxiste*" » (Lettre de F. Engels à E. Bernstein, écrite en anglais avec l'expression citée en français dans le texte, 2-3 novembre, Londres, 1882, <https://marxists.catbull.com/archive/marx/works/1882/letters/82_11_02.htm>).

41. Voir MIANO (2017) et, plus loin, notre lecture de son ouvrage *Marianne et le garçon noir*.

(*ibid.* : 111) et surtout ne pas tarder à le faire. En élargissant cette idée, on est conduit à mettre en avant le public des lecteurs et les modes de connivence ou d'ignorance qui se mettent en place à travers le continent tout entier. Ainsi, on pourra mieux cerner la place des penseurs-auteurs-éditeurs des ouvrages en examen tout comme la postérité problématique d'une figure aussi bien exceptionnelle que marginale hors du Sénégal, celle d'une version africaine de l'intellectuel organique comme a pu l'être le « Doyen » Amady Aly Dieng dont nous examinerons le destin plus loin. En fait, l'absence de reconsidération générale des propos tenus affaiblit le projet des deux responsables des « Ateliers de Dakar », car seuls certains de ces derniers méritent véritablement d'être confirmés et approfondis.

Aucun des auteurs n'ose interroger la légitimité généraliste (et non plus universelle qui serait porteuse d'un *ethos* colonial) des grands penseurs de la modernité et postmodernité occidentale ou tout simplement de ceux qui ont essayé d'intégrer les sociétés et les cultures africaines ou du Sud au paradigme français de la révolution anthropologique et sociologique de la seconde moitié du ^{xx}e siècle comme G. Balandier, P. Bourdieu, A. Touraine ou encore C. Meillassoux et E. Terray. Certes, M. Diouf analyse très favorablement la pensée de M. Augé sur le paganisme, mais il ne tient même pas compte des commentaires de l'époque d'E. Terray (1978) ou de moi-même (Copans 1983). Je n'ai cité que des auteurs français car la culture professionnelle de ces penseurs reste encore enracinée dans ce seul champ national : les séjours américains ou anglo-saxons ne les ont pas conduits à confronter les implications de leurs formations française ou francophone, de leur ambition identitaire africaine et, enfin, de leur insertion professionnelle différente, notamment américaine. Pour penser à nouveau l'Afrique, il faut la connaître, sensiblement et analytiquement sans aucun doute, mais il faut aussi transgresser en premier lieu les cadres formels, rhétoriques et conceptuels « nationalistes » de toute pensée. Refusant de voir le monde au travers des yeux africanistes de l'Occident ni même de monter sur les épaules de ces porteurs de regards pour s'efforcer d'apercevoir un horizon encore plus lointain, les penseurs et écrivains africains réunis dans ces ateliers n'imaginent même pas que, pour abolir cet obstacle, il faudrait d'abord s'interroger sur les conditions de formation de ces regards « asymétriques ». Soit ces derniers sont disqualifiés au nom même de leur rationalité, parce qu'elle est par nature blanche et coloniale, soit ces regards sont mal compris et analysés dans leur logique sociale et culturelle intrinsèque de domination. Avant d'envisager les « sauvages » et les Africains de manière raciste, il fallait pouvoir saisir les individus et les groupes sociaux au-delà des notions « sociales » de la théologie courante, dans leur soumission à l'ordre des mondes concrets. Là où, par

exemple, règne la domination des chrétiens sur les non-chrétiens, des princes et des seigneurs sur les pauvres, des hommes sur les femmes, des Blancs sur les gens de couleur et donc, en fin de compte, des populations de l'Occident sur les populations du Sud. C'est pour avoir oublié l'antériorité initialement eurocentriste des réflexions sur les expériences de l'altérité, de la domination, de l'exploitation et de l'ex-communication de cette historicité mondiale que les critiques de la modernité occidentale vue de l'extérieur (en l'occurrence, ici, africain) échouent à renouveler leurs discours. Cela fait déjà longtemps que les migrants africains ont découvert à leur arrivée en Occident qu'il existait une importante proportion d'Européens, d'Américains ou de Français exclue et pauvre. Ils en ont été d'abord tout normalement surpris⁴². Mais comment se fait-il que les intellectuels et écrivains de ces ateliers, partisans par définition de la réflexivité et socialisés de longue date en « occidentalité », en arrivent à partager eux aussi ces biais idéologiques et à propager les lieux communs d'un postcolonialisme culturel ?⁴³

Cette mondialisation de l'Afrique/africanisation du monde a connu des antécédents que les protagonistes de cette reprise évoquent à peine, la plus connue du monde francophone étant évidemment la négritude. De nombreux contributeurs des trois ouvrages passés en revue appréhendent cette dernière avec une certaine sympathie. L'aura qu'introduit la dimension « diasporique » grâce à la participation décisive dans ce mouvement d'auteurs antillais comme A. Césaire ou guyanais comme G. Damas, semble contrebalancer positivement le contenu essentialiste, racialisé, « négrocentré » de la négritude que certains critiques, tant européens qu'africains, ont fortement remis en cause après les Indépendances. Un témoignage récent d'un très proche compagnon de route et collaborateur du président L. S. Senghor, Christian Valantin, rappelle l'importance de la culture pour saisir la pensée politique senghorienne : la négritude des années 1930-1940, le socialisme africain⁴⁴, un œcuménisme religieux qui respecte équitablement le catholicisme et l'islam en sont des manifestations

42. Voir l'étude de D. MAHUT (2017) sur le déclassement des migrants bamakois diplômés à Paris.

43. Je n'ai pas la place pour aborder la distinction à opérer entre « savants » et « artistes » mais ce sont les éditeurs eux-mêmes et un nombre significatif de contributeurs qui nous invitent à concevoir les connaissances et pratiques non scientifiques comme tout aussi porteuses de réflexivités et de projets afro-centrés. Tout en reconnaissant la portée positive d'un tel point de vue, je ne pense pas qu'on puisse l'étendre jusqu'à assimiler ces manières de voir à des démarches analytiques et scientifiques de faire.

44. Conception idéologique et administrative qui marie les principes de l'État Providence, la dynamique des politiques d'animation, notamment rurale, et un modèle partidaire plutôt autoritaire et faussement démocratique. Rappelons pour mémoire l'expérience avortée de Mamadou Dia et la conception rigide du pluralisme politique élargie à seulement trois partis après 1976.

frappantes. Chef de cabinet de Senghor à l'indépendance puis, dans les années 1960, gouverneur des régions de Thiès et du Cap Vert, directeur de l'Office de la commercialisation agricole (OCA), député, C. Valantin descendant d'une grande famille saint-louisienne, décrit sa participation d'un quart de siècle à l'action politique senghorienne sur deux registres, ses engagements politiques concrets, voire législatifs et réglementaires, d'une part, les contextualisations culturelles qui ont accompagné de manière permanente ces derniers, d'autre part. Celles-ci vont du registre des Arts nègres à celui du soutien à la langue française, en passant par les inspirations de l'école « Économie et Humanisme » du révérend père L. J. Lebreton qui fondent la planification à la sénégalaise. Ces *Trente ans de politique avec L. S. Senghor* (Valantin 2016) sont, bien entendu, exposés au second, voire au troisième degré, à cause de l'intimité politique de l'auteur avec le président sénégalais. Les spécialistes de cette époque n'apprendront probablement rien au niveau des faits car l'auteur se tient dans l'ensemble au loin des anecdotes et se consacre plutôt à ressusciter la profondeur de la pensée du président-poète. Mais cette espèce d'image d'Épinal, enrichie de citations de poèmes, a ses mérites car elle permet de comprendre le terreau qui a vu germer les idées et les images des penseurs et écrivains mobilisés par A. Mabanckou et A. Mbembe et de comprendre pourquoi la radicalité de l'« Afrique-Monde » transporte dans ses soutes la négritude d'il y a plus d'un demi-siècle. D'ailleurs, la meilleure confirmation de ce constat vient de ce que le préfacier de C. Valantin n'est autre que l'un des contributeurs aux deux recueils que nous avons recensés, et sur lequel nous reviendrons dans la deuxième partie de cette chronique à paraître dans les *Cahiers d'Études africaines* fin 2019, le philosophe sénégalais Souleymane Bachir Diagne⁴⁵.

Amzat Boukari-Yabara (2017) nous invite, quant à lui, à remonter encore plus loin dans le temps avec *Africa Unite ! Une histoire du panafricanisme*. L'ouvrage, issu d'une thèse soutenue à l'EHESS, couvre un large spectre historique qui nous conduit des premiers écrivains « nègres » du XVIII^e siècle aux héros des XX^e et XXI^e siècle que sont, selon lui, Mandela, Obama ou même Kadhafi ! *Africa Unite !* s'ouvre par une introduction qui met en exergue l'histoire vagabonde du panafricanisme. Citant l'historien E. M'Bokolo (son directeur de thèse) qui affirme qu'il n'est pas possible de séparer l'Afrique de ses diasporas et réciproquement pour comprendre le mouvement panafricain,

45. Dans sa préface, S. B. Diagne (VALANTIN 2016 : 3) écrit : « Je fais partie des amis de Christian Valantin qui ont souvent fait valoir devant son hésitation qu'il avait, en vérité, le devoir d'ajouter à ce qui s'est écrit sur Senghor, ce qu'il pouvait en dire depuis sa position unique de témoin privilégié. » L'origine saint-louisienne de chacun explique aussi des rapprochements entre eux. Pour S. B. DIAGNE (2007), Senghor est un point de départ poétique de la philosophie contemporaine africaine.

l'auteur rappelle que pour « Penser l'Afrique » (Boukari-Yabara 2017 : 6-7), il faut adopter « [...] une perspective globale et de longue durée [...] ». Les titres de ses trois parties sont d'ailleurs des plus parlants : « Back to Africa ! » (des origines aux années 1930), « Africa for the Africans » (années 1940-1960) et « Don't agonize, organize ! » (des années 1960 à nos jours). Le dernier paragraphe de la conclusion déclare sans ambiguïté « L'Afrique globalisée doit connaître son passé » (*ibid.* : 337). Nous n'avons pas la place ici pour examiner sérieusement en détail cette étude mais si nous avons mentionné cet ouvrage, et donc son objet, le panafricanisme dans sa complexité et son expansion, c'est parce que le mot d'ordre des nouveaux penseurs de l'Afrique-Monde d'aujourd'hui fait totalement l'impasse, là encore, sur ce passé si important, que ce soit pour l'actualiser, le renouveler, le critiquer ou même le répudier.

Pour rester dans le champ de la mobilisation sociale et culturelle, voire politique, le lecteur « activiste » peut se reporter aux volumes de la revue *Alternatives Sud* (Polet 2016b) consacrés à la thématique *L'État des résistances dans le Sud — Afrique*⁴⁶. Le dernier volume, paru à la toute fin de 2016, comporte 23 notices nationales d'une demi-douzaine de pages qui donnent une idée des formes et des raisons des contestations actuelles. Une dizaine de ces notices porte sur des pays francophones d'Afrique de l'Ouest et centrale d'où proviennent la plupart des auteurs évoqués dans cette chronique. L'introduction d'une douzaine de pages de F. Polet (2016a), intitulée « Afrique subsaharienne : entre révoltes populaires et restaurations autoritaires », fait le point sommairement sur la question et complète fort utilement la perspective apparemment apolitique de ces penseurs africains⁴⁷ qui réussissent à penser/écrire/inventer l'Afrique-Monde sans citer les bruits et les fureurs des anonymes et de ceux du « bas-du-bas » du continent.

Un personnage haut en couleur vient de nous quitter et sa figure permet d'organiser la transition du monde de la pensée et de l'écriture à celui de la connaissance et des savoirs scientifiques car ces deux registres sont tout à fait intimement liés dans la vie de l'intellectuel sénégalais Amady Aly Dieng qui vient de décéder (1932-2015)⁴⁸. A. A. Dieng, surnommé « Le Doyen » par l'ensemble de la classe intellectuelle, universitaire et médiatique sénégalaise, a traversé les périodes de la lutte anticoloniale, de la mise en place du régime socialiste de l'indépendance et de ses remises en cause au XXI^e siècle. Auteur

46. On peut également consulter le volume précédent concernant l'Afrique paru en 2010 (17/4).

47. La plupart des auteurs sont des universitaires ou militants originaires des pays concernés. *The Review of African Political Economy* et *Politique africaine* sont deux revues qui publient régulièrement des analyses plus approfondies à ce sujet.

48. Voir les deux ouvrages publiés par l'historien sénégalais A. NGAIÉ (2012, 2016). Voir également notre nécrologie (COPANS & BLUM 2016).

d'une quinzaine d'ouvrages et de témoignages personnels, à la fois économiste, philosophe et même historien, A. A. Dieng s'est toujours réclamé du marxisme mais d'un marxisme critique et surtout d'un enracinement dans la pensée de la modernité occidentale⁴⁹. Lecteur infatigable⁵⁰, il a joué le grand vulgarisateur en rédigeant, semaine après semaine pendant des années, de très longs comptes rendus d'ouvrages de sciences sociales et même de littérature dans les quotidiens sénégalais⁵¹. Il a surtout été l'archiviste et l'historiographe des activités de la FEANF de la décennie des luttes pour l'indépendance des années 1950. À résumer l'image qui se dégage des deux ouvrages rédigés et édités par A. Ngaïdé, celle d'un intellectuel total, engagé et soucieux de la transmission entre générations, de la vulgarisation auprès de ceux qui ignorent encore, à l'affût des détournements idéologiques et politiques démagogiques y compris de ceux qu'il considérerait comme des pseudo-penseurs de la libération, refusant tout occidentalisme facile et n'ayant jamais cédé aux sirènes de l'expatriation prestigieuse, on comprend que ce dissident⁵² n'ait jamais obtenu de poste universitaire de titulaire malgré sa longue carrière d'enseignant contractuel ou associé. Méditer sur le parcours de plus d'un demi-siècle de ce moraliste militant et intellectuel inflexible, faut-il dire insoumis, ne peut qu'impressionner tout observateur de la scène africaine. Faut-il insister sur le symbolisme de la concomitance de sa disparition et de l'avènement des penseurs post-postcoloniaux d'une « Afrique-Monde » trop diasporique ? Certes, A. A. Dieng a bien analysé la difficulté sinon l'impossibilité d'être un véritable intellectuel et chercheur en restant au pays⁵³. Il avançait même l'idée d'un désintérêt de plus en plus marqué pour la recherche :

Les chercheurs ne sont pas intéressés aux ressorts sociaux pour produire des analyses susceptibles de nous permettre d'y voir plus clair. [...] Quand nous sommes conscients qu'en révélant certaines pratiques nous perdons nos privilèges, il y a de quoi se taire. Les gens ne sont pas motivés pour ça. En plus quand ils le font on les accuse de [d'être des] marxistes (Ngaïdé 2012 : 108-109)⁵⁴.

49. Il est l'auteur d'un important ouvrage sur Hegel (DIENG 2006).

50. Sa bibliothèque personnelle était impressionnante et son don des 1 500 volumes de cette dernière à la Bibliothèque de l'UCAD le 17 janvier 2007 a été un véritable événement.

51. À ma question sur les raisons de cet engagement journalistique, il m'avait répondu un jour : « Il faut que les enseignants du secondaire de Kédougou [capitale régionale la plus éloignée de Dakar] soient au courant de ce qui s'écrit. » Une véritable leçon de choses pour les penseurs de l'Afrique-Monde.

52. Voir le sous-titre de son ouvrage, *Notes de lecture d'un dissident africain* (DIENG 2010).

53. Voir ses remarques « Fragment XIV — Des intellectuels ! », in A. NGAÏDÉ (2012 : 125-127).

54. Je me permets de renvoyer ici à la section « Sociologie africaine francophone ou sociologie française africanisée ? » de ma longue chronique « Usages du développement : mémoires, politiques et sciences sociales » (COPANS 2011 : 677) et à mon évocation du point de vue de

Des humanités aux savoirs : la difficile construction d'une indépendance scientifique africaine

À propos des ouvrages de :

J. S. Mabenga (2017), *Africanologie : ébauche d'une discipline scientifique* ;

V. N. Ndong (2015), *Leçons de sociologie africaine* ;

M. Tamba (2014), *Sociologie au Sénégal* ;

M. Tamba (2016), *Histoire et sociologie des religions au Sénégal*,

J.-A. Goudiaby (2014), *L'université et la recherche au Sénégal. À la croisée des chemins entre héritages, marché et réforme LMD* ;

H. Dia (2014), numéro spécial « L'Afrique qualifiée dans la mondialisation », *Revue Hommes et migrations*.

L'engagement social et réflexif de l'intellectuel peut paraître ringard et marqué du sceau de l'utilitarisme pour celles et ceux qui placent la diaspora et le continent en tant que tel avant les situations nationales et, à coup sûr, il relève d'une pratique historique révolue. Peut-on donc encore produire des connaissances inédites en Afrique sans se vendre à l'Occident ou se perdre en diaspora de migrants et d'expatriés ? Faut-il s'insérer dans une africanisation mondiale sans frontières comme nous exhortent la trentaine de penseurs francophones passés en revue ou est-il néanmoins possible d'inventer de nouveaux savoirs qui soient à la fois pertinents localement pour les étudiants, les populations dans leur ensemble (et pas seulement celles des élites cultivées), les pouvoirs publics et simultanément reconnus sur un pied d'égalité dans les discussions scientifiques internationales ? Pour bien saisir les dynamiques concrètes en cours, rien de mieux que de passer par une sociologie des pratiques disciplinaires et universitaires à l'œuvre dans les pays africains, y compris au niveau de leurs reconfigurations paradigmatiques. Quelques ouvrages s'essayent, peut-être maladroitement, à impulser ce changement indispensable en Afrique francophone.

L'ouvrage le plus intrigant, venu à notre connaissance par le hasard des circonstances éditoriales, est le fait d'un professeur de la République démocratique du Congo, formé au Vatican et ancien enseignant dans des établissements catholiques supérieurs italiens, maintenant en poste à l'Université pédagogique nationale, Jonas Shamuana Mabenga. Son ouvrage, intitulé *Africanologie : ébauche d'une discipline scientifique* (Mabenga 2017) est préfacé par l'historien E. M'Bokolo qui retient, pour des raisons probablement diplomatiques, la subtilité habituelle de son esprit critique et caustique. L'ouvrage n'est que le premier tome d'un ensemble annoncé de deux volumes.

l'anthropologue P. DIÉDHIYOU (2010 : 145-157) de l'Université Assane Seck de Ziguinchor sur la nature de la sociologie au Sénégal qu'il qualifie de « sociologie portative » dont les chercheurs seraient des « prostitués intellectuels ».

Il ne s'agit rien de moins que de fonder la science de tous les savoirs et de toutes les connaissances produites et à produire à propos de l'ensemble du continent africain. Ce volumineux ouvrage de plus de 400 pages manifeste à la fois une volonté pédagogique de synthèse et une ambition de reconfiguration des connaissances disponibles. De fait, le texte révèle surtout une reprise des *cursus* suivis et enregistrés dans les années 1980-1990, d'une part, et l'insigne faiblesse des ressources bibliographiques congolaises et kinoises au XXI^e siècle, d'autre part. Malgré un projet « africanologique » global et total, la bibliographie ne comporte que 150 références, lesquelles ne reprennent aucun des ouvrages de synthèse africaniste disponibles (à l'exception de la première édition du manuel de C. Coquery-Vidrovitch et H. Moniot [1974]⁵⁵ et de l'ouvrage critique de G. Courade [2006]). L'absence de références en langue anglaise handicape évidemment toute velléité d'actualité et surtout d'extension continentale de l'objet traité, à savoir, l'Afrique dans sa totalité et sous toutes ses coutures, si l'on peut dire.

L'ouvrage est organisé en deux parties, le concept d'africanologie et les objets empiriques de l'africanologie, qui comprennent six chapitres. Le caractère hétéroclite de la démonstration qui s'efforce de passer en revue un certain nombre de notions générales — culture, mentalité, tradition, modernité, groupes ethniques et champs disciplinaires — en même temps qu'il tente de découper le continent en régions géographiques, en territoires géopolitiques, religieux, et linguistiques, relève plus de l'inventaire que de l'analyse à proprement parler. Pourtant, quelques perspectives plus abstraites comme celles de la négritude ou du panafricanisme, de la nature des conflits et des guerres ou encore des ressources naturelles, permettent de justifier la documentation utilisée. L'apparence encyclopédique⁵⁶, le soi-disant souci pédagogique, le sentiment plutôt optimiste de la vision de l'auteur, sont compréhensibles mais le lecteur un tant soit peu informé des réalités africaines et de la littérature africaniste, ne peut que s'interroger sur la portée de cette volonté de « science totale » qui mélange toutes les disciplines et tous les modes d'analyse, sans pour autant en justifier les conditions d'utilisation ou la portée conceptuelle. La grandiloquence du vocabulaire des entrées et des classifications ne peut prétendre à la scientificité des disciplines actuelles des sciences sociales et des humanités. Les autres registres, notamment ceux de sciences de la terre et de la vie, ne sont guère évoqués (tout comme les substrats paléontologiques si célèbres du continent) et ressortiront, peut-être, du second volume

55. La date de parution indiquée par l'auteur est 1964 !

56. Rappelons qu'il existe une *Encyclopedia of Africa South of the Sahara* (MIDDLETON 1997). J'avais été invité à y rédiger la notice sur les études africaines françaises. Une version augmentée est parue sous le titre *New Encyclopedia of Africa* (MIDDLETON & MILLER 2008).

à venir. Mais cette évocation d'un projet de quête de l'identité profonde de « l'être africain » ou encore de l'« africitude » semble tourner le dos à une africanologie « opérationnelle ». Il convient néanmoins de rappeler que ce terme d'africanologie renvoie, selon Mubabinge Bilolo (1986) et J. Shamuana Mabenga (2017), à Cheikh Anta Diop lui-même. L'auteur s'inspirerait surtout des livres de Louis Ropivia et Stephen Smith dont les approches ont été très critiquées, mais aucune mention n'est faite de ces dernières⁵⁷.

Valentin Nga Ndongo (2015), universitaire camerounais, a voulu produire de son côté une espèce de défense et d'illustration de la sociologie africaine sous le titre *Leçons de sociologie africaine*⁵⁸. Si Mabenga s'était retenu de tomber dans les polémiques de l'afro-centrisme et du postcolonialisme, Ndongo ne se prive pas, quant à lui, de donner son point de vue et de critiquer, par exemple, de manière très virulente J.-F. Bayart et les autres chercheurs-auteurs de la revue *Politique africaine*. Les treize leçons qui composent l'ouvrage peuvent être classées en trois parties : la sociologie générale, les sciences sociales au Cameroun, les études sociologiques sur le Cameroun. Il est évident que le titre de ce recueil devrait être « Leçons de sociologie camerounaise ou du Cameroun ». Comme Moustapha Tamba (2014) dans sa *Sociologie au Sénégal*, que nous examinerons plus loin, Ndongo consacre sa première leçon à l'apport de Georges Balandier. L'essentiel de l'œuvre de ce dernier est restitué ainsi que le paradigme de l'anthropologie dynamique. Refusant l'essentialisme d'un certain africanisme, Ndongo n'a aucune honte à se réclamer d'un sociologue français qui a construit son approche au temps de l'expérience coloniale. La seconde leçon annonce le projet et le programme du chercheur : il est urgent et nécessaire de refonder épistémologiquement la sociologie africaine. Constatant, à juste titre, que la sociologie (occidentale) en est venue à marginaliser l'Afrique et que les travaux qui lui sont consacrés sont absents des manuels et des ouvrages d'introduction, le sociologue camerounais note qu'il ne s'agit, pour lui, ni d'africaniser ni de tropicaliser la sociologie (Ndongo 2015 : 50). Exigeant un droit d'inventaire d'où il singularise la sociologie dynamiste de G. Balandier, l'école de Francfort et l'œuvre de P. Bourdieu, il termine en évoquant une synergie nécessaire entre sociologie et ethnologie mais, malheureusement, n'examine pas du tout les apports de cette dernière.

En revanche, il consacre toute une leçon au NPA, c'est-à-dire, au « Nouvel africanisme politique », qu'il considère comme « l'ennemi juré »

57. Voir les cinq textes (COURADE *ET AL.* 2004) qui mettent en lumière les dangers des analyses de l'ouvrage de S. SMITH (2003).

58. Voir ma chronique qui examine certains des textes précédents de V. Nga Ndongo (COPANS 2011 : 676-678).

de l'africanisme de G. Balandier : cette vision des choses serait, en effet, révisionniste et négationniste, anti-tiermondiste, remettant en cause la responsabilité européenne de la Traite et de la colonisation. Ndongo lit malheureusement à contre-sens la fameuse demande de banalisation de l'épisode colonial avancée par J.-F. Bayart et ses collègues de *Politique africaine* comme J.-F. Médard. Juxtaposant P. Bruckner, C. Meillassoux, H. Brunschwig, C. Coquery-Vidrovitch et Y. Lacoste, il réussit à leur faire dire le contraire de leur *credo* initialement anticolonial. Se réclamant par ailleurs de J. Ziegler, il en appelle à un renouveau de l'historiographie africaniste, renouveau pourtant bien visible depuis près d'un demi-siècle, en dénigrant par exemple les points de vue qui ont mis en lumière l'existence d'un système esclavagiste proprement africain, comme si ce dernier constat invalidait la critique de la Traite atlantique (Thioub 2008).

V. N. Ndongo parcourt donc la moitié du chemin qui peut nous conduire d'une illusoire pensée africaine afro-centrée nouvelle manière à des sciences sociales, à la fois enracinées dans les traditions occidentales et mondiales déjà anciennes, d'une part, et dans les exigences d'une autonomie africaniste africaine bien comprise, d'autre part. Cet état des lieux tient compte, en partie, des évolutions disciplinaires, mais le contresens manifeste à l'égard du courant rénovateur du style de la revue *Politique africaine*⁵⁹ suscite néanmoins un grave problème pour poser objectivement les bases conceptuelles d'une véritable école africaine de sciences sociales. Le passage aux traitements thématiques ou empiriques des travaux portant sur les sociétés camerounaises, qui constitue les deux tiers du recueil, confirme ce sentiment d'inachèvement ou d'incomplétude. Ndongo défend tout d'abord l'idée d'une renaissance de la sociologie au Cameroun qui comporterait même plusieurs tendances renvoyant à des écoles régionales (Douala, Yaoundé) et à des thématiques sur le développement ou le politique. Les noms de E. Kandem, A. Kabou, J.-M. Ela ne sont effectivement pas inconnus des lecteurs français. Là encore, l'auteur milite pour une réconciliation entre l'anthropologie et la sociologie. La leçon 11, consacrée à la « continuité et [à la] puissance d'une pensée économique nationaliste au Cameroun », est tout à fait passionnante et replace le rôle des anti-impérialistes des années 1960-1970 dans la fabrication d'une économie politique postcoloniale. En revanche, sa leçon 10 sur le développement en reste aux lieux communs d'il y a une vingtaine d'années et ne nous permet pas de saisir les racines du « développement » libéral actuel.

Quatre leçons portent sur un ensemble un peu hétéroclite de terrains ou de domaines : les enquêtes d'opinion et la communication, les médias étatiques et la socialisation politique, la sociologie du roman. Ce dernier texte, consacré

59. Pourtant bien ancien puisqu'il remonte aux années 1975-1990.

aux œuvres de B. Nanga et E. Yanou, confirme que cette démarche est l'une des plus pertinentes pour saisir la portée analytique et polémique de la littérature africaine au-delà des approches purement herméneutiques et diasporiques valorisées par les auteurs des recueils recensés au début de cette chronique. Enfin, deux leçons confirment l'importance des thèmes de la ville et celui des rumeurs. Malheureusement, Ndongo manque de munitions pour aborder la première qui connaît une très ancienne histoire remontant aux années 1950. Quant à la seconde, elle offre le mérite de signaler l'un des angles morts de la recherche du ^{xx}e siècle (malgré le renvoi à la célèbre étude d'E. Morin, *La rumeur d'Orléans* de 1969. L'ignorance de travaux français récents ou même très récents est excusable, mais cette leçon mériterait à l'évidence la conduite de véritables travaux pratiques camerounais⁶⁰.

L'ouvrage se termine par un épilogue dont le texte (pour le lancement officiel d'une revue camerounaise en sciences sociales) remonte à une dizaine d'années. Le contenu idéologique de son titre, « Jalons pour un patriotisme scientifique africain » peut faire sourire, mais c'est surtout qu'il prête à confusion. En effet, le patriotisme n'est pas à première vue un sentiment panafricain. Il est certain que le patriotisme mis en avant par Ndongo est avant tout camerounais et que la difficulté d'être autonome des sciences sociales des pays africains ne peut que passer, paradoxalement, par une forme de « nationalisme méthodologique ». Les arguments de V. Nga Ndongo me paraissent raisonnables et méritent le respect malgré les défauts que nous avons relevés. En tout cas, ce dernier renvoie plus aux traditions académiques qu'aux mirages post-panafricains. Son ignorance des « autres » Afriques, comme pour tous les autres penseurs et chercheurs africains francophones évoqués, l'empêche d'élaborer une telle démarche.

La réputation des chercheurs sénégalais en sciences sociales n'est plus à faire. Mais est-ce à dire que leurs productions composent aujourd'hui, de manière peut-être encore hétérogène et brouillonne, une image, plus visiblement une dynamique, voire un corpus spécifique à l'identité autochtone, autonome ou particulière ? C'est une question que je me pose de manière problématique plus ou moins régulièrement, depuis maintenant plus d'un quart de siècle (Copans 1991) et de manière plus épisodique depuis bien plus longtemps. Cette interrogation est loin d'être innocente puisque tous ces chercheurs, tout comme probablement les lecteurs de cette chronique, admettent comme une évidence l'existence d'une sociologie française, d'une

60. Voir sur ce thème les ouvrages de J. BONHOMME (2009) sur le Gabon et de J. BONHOMME & J. BONDZ (2017) sur le Sénégal. On peut consulter la longue bibliographie des recherches sur la rumeur en Afrique dans ce dernier volume, mais on n'y trouve aucune référence à des travaux sur le Cameroun.

anthropologie américaine ou encore d'une philosophie allemande. Qu'en est-il donc des sciences sociales issues des Indépendances africaines et tout d'abord au niveau des États qui possèdent des infrastructures universitaires et de recherche nationales plus ou moins dignes de ce nom ?

La question au cœur de mes réflexions de 1990 était la suivante : existe-t-il une manière spécifiquement sénégalaise de conduire des recherches en sciences sociales, à quand remonte-t-elle et surtout quelle est sa configuration théorique, méthodologique et idéologique ? Cette question s'imposait à moi depuis mon examen des travaux portant sur l'islam sénégalais et plus particulièrement sur la confrérie mouride, d'une part, et sur les rapports entre l'État (colonial d'abord puis post- ou néocolonial ensuite) et le monde paysan au tournant des années 1970, d'autre part. Indépendamment des différences quantitatives, encore importantes à cette époque, il existait de manière subtile des distinctions qualitatives sur le plan de la perspective analytique ou encore de la fonction idéologique entre tous ces travaux. Mon évaluation de 1991 concluait, sans ambiguïtés, à l'originalité du tiers de siècle écoulé (à partir de la parution de l'ouvrage fondateur de Cheikh Anta Diop en 1954) et s'efforçait d'en analyser les dynamiques et les dialectiques tant conceptuelles que méthodologiques. Invité en 2000 par Momar Coumba Diop (2002a, b) à contribuer à son état des lieux de la connaissance de la société sénégalaise, je décidai de mettre à jour ma propre analyse en intégrant les travaux publiés pendant la décennie écoulée et en examinant la pertinence ou non de la problématique proposée en 1990. Je notai les inflexions des thématiques et les configurations des travaux publiés tout en reprenant l'essentiel de ma réflexion précédente (Copans 2002). En 2010, réunissant une partie de mes articles sur cette sociologie de la connaissance des études africanistes africaines pour commémorer, à ma façon, le demi-siècle depuis les Indépendances, je rajoutai à la reprise de ce dernier texte un examen, hélas, bien trop sommaire de la nouvelle décennie écoulée (Copans 2010 : 169-176). Ce diagnostic fut, en quelque sorte, officialisé deux ans plus tard par la rédaction de la préface d'un nouvel état des lieux du Sénégal, établi une fois encore par Momar Coumba Diop (2013a). J'en concluais, ce qui était déjà assez évident dès 2001, que l'autonomie identitaire des sciences sociales sénégalaises était indubitable, qu'il s'en était suivi une évolution partielle des formes et des contenus des publications, plus empirique en général, vers l'expertise, d'une part, mais aussi vers des contributions plus proprement académiques, en débat avec les recherches occidentales toujours dominantes, d'autre part (Copans 2013).

Les six décennies écoulées depuis les travaux fondateurs des années 1950 constituent, sur une moyenne durée de deux-tiers de siècle, un ensemble suffisamment diversifié pour échapper à des jugements définitifs et grossiers.

Mais il me paraît tout aussi évident que tous les partenaires des recherches conduites sur le Sénégal doivent « jouer le jeu » d'un appui sans conditions à cette volonté qu'on pourrait qualifier de postcoloniale au sens véridique et non démagogique du terme. Cette remarque s'applique autant aux chercheurs occidentaux, qui se contentent souvent d'évoquer les études sénégalaises sans rentrer dans les modalités socio-culturelles, politiques et intellectuelles de leur fabrication hétérogène, qu'aux déjà nombreux chercheurs de la diaspora sénégalaise qui pourraient manifester, inconsciemment, le désir de tirer les couvertures à eux, dans la mesure où ils bénéficient simultanément de fait des deux dynamiques intellectuelles, sénégalaise, d'une part, et « sénégaliste » non sénégalaise, d'autre part.

Moustapha Tamba, professeur de sociologie à l'UCAD, est l'un des rares sociologues sénégalais à s'être penché sur la nature de sa discipline. J'avais d'ailleurs déjà souligné il y a une demi-douzaine d'années (Copans 2011) l'intérêt de ce dernier (Hirschhorn & Tamba 2010) pour cette démarche. M. Tamba (2014, 2016) vient de publier deux ouvrages tout à fait différents mais qui présentent tous les deux l'avantage de vouloir faire le point. *Sociologie au Sénégal* affiche, dès sa couverture, avec les portraits alternés d'Abdoulaye Bara Diop, de Georges Balandier, de Boubacar Ly et de Louis-Vincent Thomas, une volonté œcuménique. Cette ouverture française est d'ailleurs confortée par une petite préface de G. Balandier (2014, datée du 5 septembre 2012) qui rappelle que sa « [...] première dette est bien sénégalaise » (Tamba 2014 : 13). Cet ouvrage est à la fois une étude et une source documentaire puisque de nombreux tableaux et plusieurs listes des titres des mémoires soutenus confortent une démarche plus analytique. L'ouvrage comporte trois parties : une histoire de la sociologie *au* Sénégal (souligné par nous) depuis l'époque précoloniale jusqu'à la période des Indépendances, une présentation de la séquence 1968-1999, entre rupture et renouveau, et enfin une dernière partie, qui constitue la moitié du texte, « La sociologie à l'épreuve du XXI^e siècle ». Par paradoxe ou par facilité, Tamba n'évoque réellement la contribution française à cette sociologie que pour la période initiale qui va jusqu'en 1968, puisque le département de l'Université de Dakar est fermé cette année-là. L'ouverture d'un département de sociologie à la nouvelle Université Gaston Berger de Saint Louis en 1990 ouvre la page d'une nouvelle époque.

L'auteur rappelle la difficile implantation des sciences sociales dans les universités africaines tout au long du xx^e siècle et notamment dans les États se réclamant du marxisme-léninisme ou encore en Afrique du Sud⁶¹. Mentionner

61. En fait, il a existé et même « coexisté » deux traditions au pays de l'apartheid : celle du *Volkskunde*, ayant inspiré l'idéologie de la ségrégation, et celle de l'anthropologie sociale britannique, qui la critique plus ou moins.

l'existence d'une sociologie précoloniale peut paraître présomptueux mais, si l'on accepte une vision plus paradigmatique que professionnelle de la réflexion en sciences sociales, il n'est pas inutile de rappeler la pensée de Kocc Barma, acteur politique wolof et penseur politique de premier plan du XVII^e siècle, selon les traditions orales connues. L'époque coloniale est à peine mieux traitée car l'ouverture de la section de sociologie à l'IFAN, en 1952, sous la responsabilité de Paul Mercier, avec la collaboration d'A. Hauser et la présence d'autres chercheurs comme Y. Mersadier ou L. Massé de l'IFAN ou de l'ORSTOM, aurait mérité de plus amples développements⁶². La petite première décennie de l'indépendance voit enfin la sociologie prendre son essor avec les français L.-V. Thomas et P. Fougeyrollas, d'une part, et les sénégalais A. B. Diop et B. Ly, d'autre part. La fondation d'un enseignement universitaire, dès 1959⁶³, puis d'un département en 1964, la nomination de L.-V. Thomas comme doyen de la faculté, permet de mettre en route un processus plus systématique qui fut arrêté net dès juin 1968 à la suite des événements politiques, ce qui se conclut par son renvoi ainsi que celui de J. Lombard en France.

Les chapitres les plus intéressants sont, à mon avis, ceux de la seconde partie où Tamba expose le rôle prégnant du marxisme et de la philosophie à l'époque. A. B. Diop devient chercheur de l'IFAN, mais B. Ly reste philosophe et universitaire, la sociologie devenant une section du département de philosophie, ce qui va lui permettre malgré tout de survivre jusqu'à sa restauration à Saint Louis en 1990 puis à l'UCAD en 1998-1999⁶⁴.

Le chapitre 6, intitulé « La sociologie dans les universités », décrit le succès de la discipline et l'augmentation considérable, et problématique, du nombre de ses étudiants à l'UCAD. En une douzaine d'années (2000-2012), 18,5 % des bacheliers choisissent une orientation en sociologie qui devient la troisième discipline étudiée après l'anglais et la géographie (Tamba 2014 : 115-121). Toutefois, sur le long terme, c'est le département de sociologie de l'UCAD qui est le second département en termes de production de mémoires et de doctorats. M. Tamba ne se limite pas à une perception d'universitaire pour établir cet état des lieux car il consacre ensuite trois chapitres aux autres structures utilisatrices de la sociologie : les structures de recherche (comme

62. N'oublions pas le rôle ultérieur joué par l'islamologue V. Monteil, directeur de l'IFAN. Voir les recherches de J. BONDZAZ (2017). Je prépare actuellement l'édition de la thèse complémentaire d'État de P. MERCIER (1968) qui reprend ses recherches initiales du début des années 1950 (COPANS à paraître).

63. Faut-il rappeler que la licence de sociologie voit le jour la même année à la Sorbonne alors que seulement deux professeurs de sociologie y officiaient déjà (MENDRAS 1995 : 115).

64. M. TAMBA (2014 : 110-112) décrit le rôle du Club de sociologie fondé en 1997 qui obtient cette création à la suite de son activisme.

le CODESRIA ou encore le CREPOS)⁶⁵, les établissements privés d'enseignement supérieur et enfin la nébuleuse des sociologues professionnels dans les ONG ou les organismes publics et privés. Notons le bilan partagé mais finalement optimiste (« Misères et succès de la sociologie ») sur la période de la présidence d'A. Wade (2000-2012), farouche opposant et détracteur de la discipline. Il faut attendre l'alternance pour qu'enfin cette dernière soit reconnue officiellement, en août 2013, par le président Macky Sall lui-même.

Ce panorama à la fois historique, administratif et politique reste pourtant discret sur les tendances théoriques, thématiques et empiriques à l'œuvre dans la discipline de la sociologie. Discretion d'autant plus notable que l'importante diaspora sénégalaise, mais aussi africaine et évidemment occidentale (ou même asiatique), qui fabrique la sociologie au Sénégal, en collaboration plus ou moins marquée avec les universitaires locaux, n'est jamais évoquée ou citée alors qu'elle joue un rôle important au travers de ses financements, de ses invitations à des réunions scientifiques ou encore de ses lieux de publication. Sur ce point, le résultat de cette histoire est en effet plutôt maigre. La bibliographie est tout à fait conséquente mais les maisons d'édition sénégalaises sont encore trop peu nombreuses. Même la plus célèbre d'entre elles, L'Harmattan-Sénégal, publie fort peu de travaux de recherches en sciences sociales. L'avantage de cet ouvrage est qu'il réussit à décrire une réalité institutionnelle et pédagogique indéniable. Néanmoins, M. Tamba (2016) démontre qu'il n'est pas insensible à cette inégalité de traitement puisqu'il vient de faire paraître un second ouvrage intitulé *Histoire et sociologie des religions au Sénégal*. Spécialiste de ce domaine des plus importants, il nous fournit ainsi un complément partiel et très utile à la compréhension de la dynamique de la sociologie au Sénégal.

La première partie de l'ouvrage prolonge en quelque sorte le précédent, malgré sa petite taille, puisqu'elle retrace la nature des enseignements sur les religions autant dans les *daara*⁶⁶ que dans les églises catholiques ou à l'UCAD ! Les deux parties suivantes, de taille équivalente, font le point, affiliation religieuse par affiliation religieuse, d'abord sur le plan historique, puis du point de vue de l'analyse sociologique. M. Tamba procède surtout par inventaire en listant les personnages ou les institutions et les courants qui composent l'ensemble des champs du religieux. Ayant étudié sous la direction de J. Girard à Lyon, il va jusqu'à consacrer une quinzaine de pages à l'animisme et au fétichisme, mais ne discute pas véritablement le sens de

65. Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique et Centre de recherche sur les politiques sociales.

66. Communauté de jeunes fidèles qui travaillent pour leur marabout tout en apprenant le Coran.

ces notions. L'analyse se déploie sur deux registres : la religiosité selon ses contenus et ses pratiques (rites, croyances) puis les rapports entre société et religions. Cette compréhension globale du phénomène religieux lui permet de soulever le rôle de la dynamique interreligieuse dans ce pays très majoritairement musulman mais où le christianisme, et notamment le catholicisme, a joué et continue de jouer un rôle important. Pourtant, l'essentiel de ce chapitre est dédié aux influences de l'animisme sur le catholicisme ainsi que sur l'islam. La conception historiciste (« longitudinale » comme la qualifie l'auteur) des religions débouche sur une attention portée au présent et à l'actualité comme, par exemple, l'irruption de l'islam sur les campus, le port du voile chez les étudiantes ou encore l'apparition des églises évangéliques. Le dernier chapitre porte sur la laïcité. Après avoir passé en revue les politiques des différents présidents du pays depuis Senghor face à cette question, il conclut en examinant la nature de l'intégrisme musulman mais se contente de citer l'ouvrage de M. Magassouba (1985) dont l'ancienneté et le titre accrocheur — *L'islam au Sénégal. Demain les Mollahs ?* — dévalorisent l'apport analytique. Ce constat peut d'ailleurs être généralisé : la bibliographie utilisée est loin d'être à jour, notamment sur l'islam, et la sénégalisation très visible de ce champ d'études depuis au moins deux décennies aurait dû être mise en lumière. Pour prolonger la critique faite plus haut à l'encontre de F. Sarr à propos des mourides, il n'est plus possible de passer sous silence les travaux de C. Gueye, A. Seck, M. Diouf, C. A. Babou, O. Kane⁶⁷, sans parler évidemment des recherches conduites par les non-Sénégalais⁶⁸. Ainsi, le champ du développement est tout à fait quadrillé maintenant par des organisations musulmanes (après l'avoir été par des acteurs catholiques) et M. Tamba pêche malheureusement ici par omission⁶⁹. Cet ouvrage est plus un *vade-mecum* qu'une étude de fond mais elle a au moins le mérite d'exister et son usage introductif est pertinent.

Les études de M. Tamba (2014, 2016) sur la sociologie révèlent la relative ancienneté du phénomène universitaire au Sénégal puisque la création de l'Institut des hautes études de Dakar remonte à 1950. Il était donc temps que

67. Auxquels on peut ajouter les noms de M. S. Dione, B. Cissé et A. Niang. Voir leurs contributions à l'ouvrage édité par G. HOLDER & M. SOW (2014), *L'Afrique des laïcités*, que ne cite pas M. Tamba, pas plus qu'il ne cite l'ouvrage collectif d'A. SECK, M. KAAG, C. GUEYE & A. S. FALL (2015), *État, sociétés et islam au Sénégal*. On peut penser toutefois que ce dernier ouvrage n'avait pas pu venir à temps à la connaissance de M. Tamba.

68. Je pense notamment aux travaux de C. PEZERIL (2008) sur les *baay fall* mourides, de F. SAMSON (2005) sur les *moustarchidines* tidjanes ou encore de S. BAVA (2002, 2003, 2005), A. M. BRISBARRE & L. KUCCZYNSKI (2009) ou J.-P. DOZON (2010). Voir, par exemple, le numéro des *Cahiers d'Études africaines* sur « L'islam au-delà des catégories » coordonné par F. SAMSON (2012).

69. Voir notamment M. GOMEZ-PEREZ (2011) et M. RENDERS (2002).

l'université devienne elle-même un objet de la sociologie sénégalaise. Certes, les recherches françaises sur ce domaine ont à peine un quart de siècle et ont du mal, selon nous, à mobiliser l'ensemble de la communauté de sciences sociales. La sociologie des organisations semble encore guider les approches disponibles⁷⁰ et sa variante en sciences de l'éducation tourne le dos à une démarche plus fine de nature anthropologique⁷¹. Mais il était temps qu'une recherche empirique se penche sur un champ social aussi significatif qui a parfois été jusqu'à déterminer le cours de l'histoire socio-politique du pays. Il faut donc saluer le travail de Jean-Alain Goudiaby (2014) qui fait office de pionnier en la matière, en tout cas pour ce qui concerne le Sénégal⁷².

Son ouvrage a le mérite de décrire et de présenter les différentes facettes de l'enseignement supérieur et de la recherche au Sénégal depuis ses origines jusqu'au début des années 2000 et la réforme du LMD. Il s'agit des résultats d'une recherche doctorale menée en sociologie à Toulouse, basée sur une recherche documentaire, des entretiens avec des responsables universitaires, administratifs ou politiques de divers niveaux de responsabilité (Goudiaby 2014 : 63) et des entretiens avec des étudiants de l'UCAD et de l'Université de Toulouse Le-Mirail. Une bibliographie de 400 références conforte les démonstrations et les outils théoriques ou méthodologiques employés. Le texte est d'un haut niveau d'abstraction, renvoyant à différentes traditions de la sociologie de l'organisation, mais ce sont les extraits des entretiens des acteurs qui offrent une ouverture sur la nature « empirique » du système. Cinq chapitres déroulent l'analyse : le premier, largement historique et purement national, expose le modèle franco-colonial d'où est issu le système d'enseignement supérieur sénégalais. Le second expose la logique organisationnelle de chacun des secteurs abordés (facultés, instituts) aussi bien du public que du privé. Le troisième chapitre applique la grille d'analyse en termes de régulation entre institutions et acteurs, en mettant en lumière à la fois les contraintes et les arbitrages qui se dégagent de l'histoire du modèle construit au gré des dynamiques depuis les années 1990. Le quatrième chapitre examine les conditions de l'adoption du système LMD⁷³ et pose, à travers ce choix politique (imposé ou non), la question des rapports entre le global et le local qui refaçonne ou parasite (selon

70. Voir les travaux précurseurs de C. Musselin ainsi que son dernier ouvrage *La grande course des universités* (MUSSELIN 2017).

71. Alors que l'anthropologie démontre, de plus en plus, la valeur ajoutée de cette discipline au niveau de l'analyse de l'enseignement primaire et secondaire (BOTTA SOMPARE 2015 ; LEWANDOWSKI 2016).

72. L'auteur est maître-assistant à l'Université Assane Seck de Ziguinchor.

73. Le Licence-Master-Doctorat (LMD), modèle importé de la réforme de Bologne de l'Union européenne (en cours en 2002-2007) en France, a été appliqué en même temps dans des pays africains francophones.

l'interprétation) la nouvelle compréhension des fonctions, modalités et débouchés de l'enseignement supérieur ainsi que de la recherche au Sénégal. Enfin, le dernier chapitre propose l'hypothèse d'un nouveau modèle de construction organisationnelle, celle d'une « dissociation raisonnée » (*ibid.* : 318).

L'ouvrage est d'une facture toute classique du point de vue de la démonstration adoptée : les institutions sont conformes à leurs définitions statutaires et administratives et les acteurs ne sont saisis qu'à travers ce prisme qui porte peu d'attention à l'hétérogénéité des groupes sociaux modernes actuels ainsi qu'aux modalités contradictoires de l'expression de soi traversant tant les milieux enseignants que ceux des étudiants de ce pays. Dans la mesure où les racines de l'État organisationnel sont anciennes (comme le note très justement Goudiaby), il aurait peut-être été utile de recourir aussi à une histoire sociale, intellectuelle et politique plus poussée d'autant qu'une telle histoire n'est pas disponible pour l'enseignement supérieur alors qu'elle l'est en partie pour les niveaux primaires et secondaires (Ly 2001). Il est facile de critiquer les lacunes empiriques et analytiques mais cela provient de l'état même des recherches sociologiques sur cet objet en général, et sénégalais en particulier. Lorsque la chercheuse française C. Musselin, bien citée par l'auteur, conduit ses recherches sur le système français, elle peut se baser sur une source documentaire importante, un *corpus* d'enquêtes empiriques aussi bien administratives officielles que de recherches étudiantes et universitaires déjà significatives depuis les années 1960 ainsi que sur une littérature de qualité disciplinaire (sciences sociales, économie, sciences de l'éducation) et essayiste⁷⁴. Il n'existe malheureusement aucun équivalent de ces différentes sources pour le Sénégal ou d'autres pays africains.

L'approche suivie débouche sur une certaine répétition descriptive et analytique, d'autant que les acteurs, matérialisés par leurs réponses au sociologue, expriment le plus souvent, eux aussi, des analyses tout aussi globales et très critiques. La dynamique des systèmes apparaît au moment des crises ou des réformes mais le train-train quotidien de la vie universitaire est peu mis en lumière. Les dysfonctionnements restent également abstraits. Je pense, par exemple, à l'organisation de la recherche dont j'ai pu mesurer personnellement le bureaucratisme et la faible efficacité. Jusque dans les années 1990 (et dans une large mesure encore aujourd'hui) l'essentiel de la recherche fondamentale en sciences sociales ainsi qu'en sciences de la vie était financée par des

74. Tous les « grands » sociologues, voire philosophes ou économistes français, ont publié un ouvrage ou une étude sur le champ universitaire ou celui de la recherche. Il existe une opinion publique professionnelle éclairée. Ce phénomène est encore plus manifeste pour les niveaux primaire et secondaire où abondent aussi de plus en plus des témoignages du vécu des enseignants. Je ne parle pas des contributions journalistiques quasi quotidiennes.

bailleurs de fonds étrangers. À l'exception de certains grands programmes aux retombées appliquées en agronomie, sciences de l'élevage ou en océanographie, aucun contrôle, aucune évaluation, aucun bilan n'a été produit tant par les administrations sénégalaises que par celles des organismes étrangers. Certes, après la mise en place de la DGRST en 1974, un système d'autorisation administrative d'accès au terrain fut institué : non seulement les services dits compétents n'avaient aucune idée de l'état des travaux en cours⁷⁵ mais même les responsables territoriaux les plus haut placés ignoraient la nature de leurs obligations dans ce domaine⁷⁶. La coupure entre la recherche universitaire proprement dite et les recherches contractuelles de consultance, de développement ou même de nature purement pédagogique, est considérable. J. A. L. Goudiaby dénonce à juste titre le cloisonnement visible qui sépare les dynamiques des carrières personnelles des dynamiques collectives publiques. Les premières sont fondées, comme en France, sur le critère de la publication scientifique, *stricto sensu*, tout en restant contraintes par un système « diplômitif » très conservateur (comparé au système français) qui en est encore au doctorat d'État et un système d'avancement totalement découplé de l'activité scientifique réelle (lorsque cette dernière existe). Les liens sociaux informels redoublent de l'intérieur le désintérêt manifeste pour l'activité académique professionnelle concrète et démotivent toute ambition de production scientifique véritablement autonome. D'où l'existence de ces chercheurs qui ont une production plus ou moins visible jusqu'à leur doctorat et qui, ensuite, ne signent plus aucun texte pendant dix ou vingt ans ! J. A. L. Goudiaby n'aborde jamais la question du contenu et des thématiques de la recherche ou même de l'enseignement comme si ces sujets ne concernaient pas la démarche sociologique. Il faut se reporter à l'ouvrage de M. Tamba (2014), analysé plus haut, pour avoir une idée de ce que produit cette organisation au seul plan de la discipline de la sociologie.

75. Un souvenir personnel : le responsable des autorisations de recherche de cette direction en 1976 ignorait que j'avais rédigé une thèse en deux volumes sur la confrérie mouride (soutenue en 1973) alors que j'avais déposé ma thèse trois ans auparavant dans ce même bureau, mais il n'y avait ni enregistrement, ni trace matérielle du document (tout comme d'ailleurs à la bibliothèque de l'Université de Dakar !). Ignorant les nombreux nouveaux travaux (français, britanniques, américains mais aussi sénégalais) disponibles depuis la fin des années 1960, il se contenta de me renvoyer à la référence d'un mémoire de maîtrise sénégalais et conclut que le sujet étant couvert, il n'y avait nul besoin de nouveaux travaux. Je dois ajouter que j'ai rencontré le même état d'esprit une dizaine d'années plus tard au Kenya dans la seconde moitié des années 1980.

76. Sollicitant une entrevue avec le gouverneur de la région de Diourbel cette même année pour qu'il m'accorde l'autorisation d'y conduire des recherches de terrain, celui-ci me reçut immédiatement pour prendre connaissance des courriers officiels et des documents qu'il n'avait encore jamais vus bien qu'il fut théoriquement au courant des procédures à suivre. L'autorisation me fut accordée sur le champ.

Cette distance analytique est confirmée par la manière de traiter la réforme LMD introduite au Sénégal et par le CAMES à l'échelle de toute l'Afrique francophone. Le bien-fondé de la réforme n'est jamais mis en question puisque le système universitaire sénégalais dépend de fait de ses liens directs et indirects avec le système français et européen, espace de destination de très nombreux étudiants africains dès le DEUG ou la Licence. Certes, les objectifs qui consistent à rapprocher l'enseignement supérieur des milieux professionnels constituent une bonne stratégie mais, même en France, l'introduction brutale et rapide de la réforme a interdit de fait toute discussion sur sa nécessité et sur ses finalités dans la plupart des départements et UFR. Cette réforme a été perçue et subie par les enseignants comme une stratégie politique, et surtout administrative, d'économie des coûts et de soumission accrue des enseignants et des étudiants à l'administration universitaire centrale devenue enfin « autonome »⁷⁷ grâce à la cooptation managériale de son élite. Goudiaby ne peut guère évaluer l'efficacité de cette réforme puisqu'elle ne s'est déroulée qu'à la fin de sa recherche doctorale. Il note toutefois que le système n'en sort pas amélioré et que, parallèlement, la gestion de l'enseignement supérieur privé prend de plus en plus de place à l'échelle nationale.

Le dernier chapitre avance une hypothèse théorique que j'ai du mal à apprécier car je ne partage pas son sentiment optimiste d'une transformation du système en marche. La plurifonctionnalité, la variété des modèles référents est une chose, la dissociation raisonnée qui configure l'articulation de ces ensembles disparates en est une autre. Il existe, à n'en pas douter, des corporatismes universitaires, institutionnels, facultaires ou encore disciplinaires mais, sans justifier ma comparaison, je dirais que le système français est encore bien plus éclaté que le système sénégalais. Parler d'un espace hybride en renégociation permanente qui exige une sociologie du compromis, semble rejoindre l'appréciation de C. Musselin à propos du système français actuel dont Goudiaby n'a pourtant pas eu connaissance. Les enjeux de la modernisation managériale, territoriale et technologique des universités, face aux enjeux mondiaux et tout d'abord européens, sont bien au cœur de cette démarche. Il n'en reste pas moins que le silence de J. A. L. Goudiaby à l'égard de la compétition inter ou intra-africaine est des plus significatifs. Le Sénégal semble être seul au monde face à la France. Ce dernier semble se contenter de défendre un projet encore national, peut-être mal en point, mais le seul à

77. L'autonomie consiste surtout à gérer sans interférence ou contrainte la subvention de l'État, quitte à favoriser une discipline au détriment d'une autre en modifiant les affectations budgétaires habituelles. La longue grève de 2009 portait sur la réforme du système universitaire et les menaces sur les carrières voulue par la ministre V. Pécresse (loi LRU). Elle ne portait pas sur l'application, déjà actée, de la réforme des *cursus* et du LMD qui concernait essentiellement les étudiants. En théorie évidemment !

pouvoir être en prise directe avec la jeunesse locale qui mérite tout de même de pouvoir expérimenter les retombées d'un enseignement supérieur de qualité.

J. A. L. Goudiaby s'est ensuite associé à la politologue Mame Penda Ba (Ba & Goudiaby 2016) pour évaluer les sciences humaines et sociales au Sénégal⁷⁸. Ce petit rapport complète très utilement son ouvrage car il nous offre un portrait un peu plus concret du fonctionnement du système sénégalais d'autant qu'il est sous-titré « Une évaluation critique ». Fondé sur la passation d'une soixantaine de questionnaires et d'une quinzaine d'entretiens, ce rapport est composé de deux parties, un état des lieux, d'une part, et une série de recommandations pour améliorer l'existant, d'autre part. Une série de tableaux donne corps à l'analyse qui ne mâche pas ses mots : l'enseignement est classique, conservateur et répétitif ; c'est un enseignement au rabais, non évolutif et non adapté. Toutes ces caractéristiques expliquent le profond scepticisme qui émane des universitaires sénégalais. L'examen du champ de la recherche ne débouche pas non plus sur des considérations beaucoup plus optimistes : les enseignants ne sont pas véritablement des chercheurs et la faible productivité de ces derniers au seul niveau des publications est tout à fait problématique. Les auteurs s'interrogent sur ce fait malgré l'existence, selon eux, de bibliothèques universitaires de bon niveau⁷⁹. Cette recherche, très individualisée et cloisonnée, est monolingue et manifeste avant tout un enfermement géographique, épistémologique et thématique. L'extraversion du système est des plus inquiétantes. Les recommandations de bon sens sont destinées aux divers niveaux de la gouvernance : tutelles, autorités universitaires et enseignants-chercheurs. À la toute fin du texte, une quatrième annexe avance des propositions thématiques regroupées autour d'une douzaine d'items et d'une soixantaine d'entrées possibles⁸⁰. La faiblesse de la bibliographie ne permet pas de juger de la pertinence ou non de ces entrées et je n'ai pas cherché à les évaluer moi-même. Pourtant, ces propositions affrontent d'emblée un obstacle bien plus considérable, la division disciplinaire du travail de la recherche et de l'enseignement, mais aucune remarque ne permet de repérer les conceptions des auteurs en la matière.

L'approche sociologique présente des avantages mais aussi des inconvénients. Il me semble qu'elle doit être complétée par une approche plus anthropologique d'immersion plus profonde, de recours à une problématique

78. Cette dernière est maître de conférences agrégée de sciences politiques à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis. Sa thèse a porté sur *L'islamisme au Sénégal de 1978 à 2007*.

79. J'ai un avis personnel beaucoup plus réservé sur la qualité du fonds des bibliothèques universitaires sénégalaises.

80. Les auteurs évoquent les minorités sans plus de précisions. Signalons l'article de P. DIÉDHOU (2017) qui se penche explicitement sur la considération ethnique chez les chercheurs et journalistes sénégalais.

plus culturelle et plus situationnelle. L'échec de ma tentative de mise sur pied d'enquêtes de ce genre dans une université française il y a une vingtaine d'années⁸¹, contrebalancée par la réussite de la direction de mémoires de niveau master sur les stratégies pédagogiques d'étudiants africains et notamment sénégalais dans une université parisienne, m'ont convaincu qu'il existe des modalités de déconstruction interne des rapports entre acteurs (enseignants-chercheurs, administratifs et étudiants) et institutions au sein des ensembles universitaires mais que l'omerta, comme on le dit à propos de milieux plus criminels, qui gangrène nos professions, rend la réussite de tels projets tout à fait hasardeuse⁸². Sans assimiler l'approche de l'enseignement supérieur et de la recherche aux travaux menés depuis très longtemps sur les niveaux primaires et secondaires africains, les chercheurs concernés pourraient certainement s'en inspirer pour mettre en lumière la complexité fine des représentations et des interactions de l'apprentissage et, inversement, de la transmission des connaissances ainsi que le rôle des diverses autorités de genre, d'âge et d'institution qui interviennent au sein de ces processus⁸³.

L'Afrique-Monde est ronde à l'évidence et la meilleure manière de boucler provisoirement notre tour d'horizon consiste justement à prendre en considération ce que la revue *Hommes et Migrations* a intitulé « L'Afrique qualifiée dans la mondialisation » (Dia 2014). Si la diaspora africaine universitaire est un monde restreint de quelques dizaines de milliers d'individus, la diaspora

81. En fait mes collègues avaient préféré ne pas retenir mon projet qui cherchait à mettre à plat les rapports entre tous les acteurs du monde universitaire. Ce refus de regarder en face notre univers professionnel fut conforté par un autre refus portant sur la création avec mes collègues de sciences de l'éducation d'un site local de l'Observatoire de la vie étudiante. Paradoxalement, le recteur de l'académie reprochera plus tard à l'université de ne pas avoir mis sur pied un tel observatoire !
82. Voir H. DIA (2003, 2004) pour son mémoire de maîtrise (qui a obtenu le prix de l'Observatoire de la vie étudiante en 2004) et son DEA de sociologie portant sur les étudiants d'Afrique noire en région parisienne et sur les manières d'étudier des migrants africains dans les universités parisiennes. Les très grandes difficultés rencontrées lors de ses recherches de terrain dans les universités parisiennes l'ont conduit à choisir par la suite un autre terrain pour son doctorat (DIA 2015) !
83. L'approche sociologique de J. A. L. GOUDIABY (2014) relève d'une perspective surtout macro-sociologique qui postule plutôt qu'elle n'observe les pratiques des acteurs. Les entretiens enveloppent et illustrent la construction méthodologique sans offrir de prise à une distanciation empirique. Ce choix théorique renvoie aux enseignements reçus et met donc en cause la pertinence de la problématique choisie pour un terrain africain. Un certain nombre de sociologues français de l'éducation ont néanmoins compris qu'il fallait, face à l'augmentation du nombre de leurs étudiants africains, adapter sinon innover leur démarche disciplinaire aux plans conceptuels et méthodologiques. Je me dois de saluer ici plusieurs enseignants de l'UPJV des années 1990 qui avaient opéré cette mutation en devenant des spécialistes tout à fait compétents de l'enseignement au Gabon ou encore en Afrique du Sud.

étudiante, elle, se compte en millions⁸⁴. Il est donc absolument impossible de passer cette dernière sous silence, d'autant qu'elle constituera d'ici un quart de siècle le terreau des nouvelles générations qui fabriqueront, à leur manière, la nouvelle Afrique-Monde du milieu du XXI^e siècle, peut-être bien plus problématique, à tous les sens du terme, que celle qui est imaginée aujourd'hui.

Depuis une demi-douzaine d'années, le milieu étudiant africain, d'abord national au travers de l'histoire et de la sociologie de ses mouvements et de ses modes d'organisation, puis international, au travers de ses migrations ou recompositions extérieures, est l'objet de nouvelles recherches significatives⁸⁵. Signalons en passant, pour rester dans le paradigme de la mondialisation et de la globalisation, ou plutôt d'une de ses préhistoires, l'ensemble des enquêtes et analyses portant sur les études puis le devenir des étudiants africains accueillis dès les années 1950 en URSS et dans l'ensemble des pays du bloc socialiste, y compris en Chine et à Cuba. L'internationalisme prolétarien ou, plus prosaïquement, la cooptation soviétique et socialiste, a mobilisé jusqu'à la *pérestroïka* près d'une centaine de milliers d'étudiants africains et même plus pour les pays arabes. L'histoire des pays marxistes-léninistes et socialistes d'Afrique noire n'est certes pas entièrement tributaire de cette diaspora conjoncturelle, mais cette sociologie historique de l'enseignement supérieur « socialiste » débouche sur une sociologie politique des groupes qui ont occupé et façonné les pouvoirs étatiques africains pendant plus d'une génération. La qualité de ces études vient de leurs perspectives globales qui examinent à la fois les mobilités étudiantes, la place et le statut de ces africains dans la vie universitaire et sociale des pays socialistes mais aussi leur devenir après leur retour et la nature des fonctions et professions occupées au sein des appareils gouvernementaux, administratifs, voire militaires⁸⁶.

Pour en revenir aux mobilités étudiantes d'aujourd'hui, objet du numéro de la revue *Hommes et migrations* (Dia 2014), il paraît évident que les problématiques d'hier ont perdu leur pertinence analytique. Non seulement la question de la formation des élites comme mouvement de cooptation néocoloniale a vécu, mais même le projet du retour au pays bat de l'aile, dans la mesure où

84. Selon plusieurs des auteurs qui se réfèrent aux statistiques internationales, il y aurait aujourd'hui au moins 3,5 millions d'étudiants en mobilité à travers le monde, toutes destinations et toutes origines confondues.

85. Voir les travaux de P. BIANCHINI (2004) en sociologie historique et de F. BLUM, P. GUIDI & O. RILLON (2017) en histoire.

86. Voir le programme international lancé fin 2011 par le Réseau interdisciplinaire Afrique Monde dans le cadre de la Fondation Maison des Sciences de l'Homme. L'ensemble de ces travaux a donné lieu à trois publications collectives : DE SAINT MARTIN, SCARFO GHELLAB & MELLAKH (2015), LECLERC-OLIVE & HILLY (2016), et P. YENGO & M. DE SAINT MARTIN (2017).

l'expatriation est souvent devenue une alternative, non seulement pour acquérir une formation universitaire, mais aussi comme une voie parfois plus assurée pour trouver un emploi, voire pour réussir son intégration sociale. La remise en cause de plus en plus drastique des stratégies de reproduction sociale — y compris pour une partie des enfants des catégories sociales dominantes — débouche ainsi sur une adaptation aux dynamiques « mondialisatrices » dominantes des migrations⁸⁷. Le dossier réuni par H. Dia comporte une douzaine d'articles illustrés en contre-point d'une trentaine de photographies de Camille Millerand prises sur le campus universitaire d'Abidjan en 2010, puis en 2014. Cinq textes portent sur les étudiants sénégalais, trois sur les étudiants maliens et deux sur les étudiants camerounais. Quant aux lieux de destination retenus, ils concernent la France (trois textes), le Canada (deux textes) et le Maroc. Enfin, un article se focalise sur les mobilités des étudiants tunisiens avant les événements politiques de 2011.

Il est possible d'utiliser ici le terme de diaspora puisque de nombreux étudiants ne sont plus boursiers et savent d'emblée qu'ils doivent travailler pour pouvoir poursuivre leurs études, ce qui les rapproche des migrants plus ordinaires, si l'on peut dire, qui sont en seule quête d'un emploi et d'un revenu. Les démarches d'enquête sont multi-situées, pour la plupart, mais trois des articles sur les étudiants sénégalais analysent très finement la situation dakaroise de départ et de retour dans la mesure où un certain nombre de ces derniers quittent leur pays après le constat d'un échec universitaire constant dont les causes seraient à rechercher dans la déliquescence du système universitaire local. Ces textes sont décisifs car ils complètent l'étude de J. A. L. Goudiaby (2014) au point d'ailleurs de presque le contredire (voir dans Dia [2014] : Baldé [pp. 49-56], Doucouré [pp. 87-92], Sall [pp. 57-65]). En effet, ces analyses mettent en lumière les mutations produites par le développement très important du nombre d'établissements de l'enseignement supérieur privé depuis la fin des années 1990. Toutes les disciplines ne sont pas certes enseignées, même s'il existe des universités généralistes. Toutefois, la prédominance des établissements de gestion et de *management*, provoquée par les lacunes du service public en matière de formation dans ces secteurs professionnels en très forte demande, se voit enrichie depuis une dizaine d'années par la fondation d'une faculté de médecine privée. Tout ce développement se fait en accord et avec le soutien de l'État, premier responsable, par sa démission budgétaire, des conditions déplorables des universités publiques qui croulent sous le nombre d'inscrits. L'État sénégalais a pourtant récemment multiplié les universités aussi bien en Casamance que dans les métropoles régionales

87. Signalons la parution de la thèse de D. MAHUT (2017) qui fonde ces travaux ainsi que des passages pertinents dans son article (dans DIA 2014 : 19-27).

de Thiès, Diourbel et Kaolack. Parler d'un marché universitaire et d'une libéralisation de l'enseignement supérieur prend tout son sens à la lumière de ces études, mais au marché international (ou mondial) qui remonte à déjà plusieurs décennies⁸⁸, s'ajoute aujourd'hui des marchés nationaux. Il n'y a pas de doute que, dans l'emprise francophone (la seule abordée dans ce numéro⁸⁹), la qualité du marché sénégalais est indiscutable. Toutefois, les analystes ne se font pas faute de noter que le secteur privé ne conduit quasiment pas de recherche et qu'il faut plutôt le considérer comme une entreprise à diplômer⁹⁰.

Le retour au sein de l'élite sociétale est donc loin d'être évident après des mobilités qui peuvent durer au moins dix ans. Plusieurs des auteurs abordent ainsi des questions plus théoriques qui acquièrent ici une pertinence analytique et empirique conséquente : faut-il encore parler d'élite lorsque le déclassement semble être devenu la règle ? Allant même plus loin, certains soulèvent la question des classes sociales à travers des problématiques de la reproduction sociétale, de la nature actuelle de l'État et de ses appareils, et même du type de compétences professionnelles acquises. H. Dia (2014 : 95-103) fait l'hypothèse de quatre modalités principales de retour : l'intégration grâce à l'apprentissage de la sociabilité immigrante notamment religieuse et confrérique, le recours aux solidarités villageoises, l'implication dans des organisations humanitaires et de solidarité et, enfin, l'engagement politique ou encore associatif. Le titre de cette livraison mérite une seconde réflexion, une fois la lecture de cette dernière terminée : en effet, les textes rassemblés ici vont bien au-delà de la simple analyse de l'internationalisation mondiale, et non seulement européenne, des études supérieures des étudiants africains en ce début de XXI^e siècle. Les dynamiques de ces migrations sont des plus variées et participent à d'autres logiques que celle de la simple expatriation pour la poursuite d'études. On y repère en effet la migration étudiante comme tentative de libération des communautés sociétales incapables d'assurer les

88. Voir notamment l'ouvrage de M. LECLERC-OLIVE, G. SCARFO GHELLAB & A.-C. WAGNER (2011) sur les mondes universitaires face au marché, qui rassemble 22 contributions dont une douzaine consacrée à des cas d'Afrique subsaharienne et de l'Afrique du Nord.

89. Seuls deux auteurs sur les treize mobilisés ne sont pas d'origine africaine. Cette « africanisation » doit être portée au crédit du coordinateur du numéro, H. DIA (2014).

90. J'ai contribué pendant quatre ans (2003-2006) aux enseignements de l'Institut supérieur du management (ISM) à Dakar (en anthropologie historique et économique des entreprises) et participé, à ce titre, à de nombreuses réunions sur le projet de *cursus* doctoraux et de mise sur pied d'une cellule de recherche, fut-elle au départ que de consultance. Malheureusement, malgré la très bonne volonté de mes interlocuteurs et du directeur de l'ISM, les contraintes budgétaires et le coût des ressources humaines (devant être libérées des obligations d'enseignement) prenaient toujours le dessus. Pourtant, les avantages comparatifs d'une telle stratégie étaient évidents, d'autant plus que de nombreux enseignants de l'UCAD y sont vacataires pour un complément de salaire.

reproductions sociales et familiales élémentaires : citons la migration post-étudiante comme recherche d'un emploi correspondant aux diplômes, la migration étudiante comme l'une des facettes particulières du plus vaste mouvement migratoire global qui anime non seulement l'Afrique noire mais l'ensemble des pays du Sud, la migration étudiante, enfin, comme volonté de se refaire une vie correspondant à des imaginaires culturels mondialisés. Cette situation nous confirme que les études universitaires africaines s'insèrent, comme toutes les études universitaires, dans des ensembles transversaux non universitaires, des totalités bien plus complexes qu'il y a un quart de siècle, puisque ces dernières véhiculent et empruntent, volontairement ou involontairement, des relations et des imaginaires provenant d'autres sociétés globales, y compris de celles des diasporas en formation⁹¹.

B. Doucouré (dans Dia 2014 : 87-92)⁹² s'est posé, quant à lui, la question qui taraude certainement l'inconscient des étudiants en fin de cycle d'études : à quelle insertion professionnelle peuvent prétendre les jeunes docteurs sénégalais au Sénégal ? Pour confirmer la complexité de ce processus, le sociologue choisit d'exposer les cheminements de l'une des figures mondiales les plus réputées de la réussite mondialo-sénégalaise, le philosophe Souleymane Bachir Diagne dont il retrace aussi bien la carrière universitaire que « politique ». B. Doucouré montre bien la nécessité de cumuler les titres et les reconnaissances les plus prestigieuses pour intégrer ce qu'il nomme « l'élite ». Mais, ce faisant, B. Doucouré soulève des questions sociologiques élémentaires : S. B. Diagne doit-il sa réussite à ses origines saint-louisiennes, aux classes préparatoires du lycée parisien Louis-le-Grand, à l'École normale supérieure, à Harvard et à l'agrégation française de philosophie ? à ses expériences de conseiller spécial du président A. Diouf ? à son rang de professeur d'université, notamment à sa seule carrière universitaire américaine, entre autres dans l'un de ses établissements les plus prestigieux, la Columbia University de New York, aux qualités remarquables de sa pédagogie et de son érudition ou de la synergie de toutes ces situations⁹³ ?

L'Afrique-Monde, quoiqu'en disent tous les penseurs et chercheurs africains dont nous avons passé en revue les écrits, reste prise dans les filets de l'occidentalo-centrisme. Le public pris à partie maîtrise sans problème la lecture de textes prononcés et rédigés dans l'une de ses langues. Les lieux

91. Insistons sur les nombreux points communs entre les problématiques générales des recherches sur la mondialisation « socialiste » d'hier et celles portant sur la situation mondiale actuelle.

92. Curieusement oublié dans la table des matières !

93. S. B. DIAGNE (2007, 2008) est un spécialiste de la littérature francophone ainsi que de la théologie et de la pensée islamique. Mais paradoxalement (ou non), il a très peu écrit sur la nature et le rôle des confréries soufies sénégalaises.

d'apprentissage, comme les postes de travail, balisent une cartographie du Nord, au pire une copie conforme de ces contrées excentrées. Enfin, symbolique ultime, même les éditeurs de toutes ces publications possèdent une adresse non africaine. Le tour du propriétaire est rapidement conclu : malgré sa liberté de mouvement et de parole, ou peut-être même à cause de ces libertés toujours des plus subversives, le penseur *africain-monde* reste involontairement emmaillotté dans une posture profondément idéologique.

Nous avons repéré le caractère encore embryonnaire des tentatives de sociologie autochtone de la connaissance. La plupart des chercheurs africains d'Afrique sont d'ailleurs conscients de la distance, financière, matérielle, bibliographique, qui les sépare de leurs collègues occidentaux. Il y a un pas que ce constat n'autorise pas, malgré le fait qu'il puisse venir tout naturellement, bien qu'involontairement, à l'esprit de ces privilégiés que sont leurs collègues occidentaux, c'est celui de la distance intellectuelle et de l'ambition scientifique. Les sciences sociales ne sont que l'écume du savoir au sein de la production scientifique globale à l'échelle mondiale et, tant qu'elles ne seront pas adossées symboliquement, mais surtout institutionnellement, aux sciences fondamentales des mathématiques, de la matière et de la vie, nos disciplines ne resteront que de simples témoignages, certes analytiques et critiques, indispensables malgré tout à ce seul titre, des processus du progrès humain. La pensée de « l'Afrique-Monde », pour qualifier ainsi ce nouvel avatar d'un postcolonialisme afro-centré, est partagé entre un sentiment d'indépendance et une volonté de puissance, d'où ce recours aux humanités, voire aux productions artistiques. Mais cette dynamique semble tourner le dos à un véritable renouvellement intellectuel fondé en ses tréfonds sur un état des lieux des réalités socio-politiques vécues par le plus grand nombre.

Le populisme est certes l'un des dangers qui menace l'Occident, et plus largement le monde entier, et il est devenu un ennemi du multiculturalisme et d'un postcolonialisme bien compris. Mais sans valoriser des arguments, à première vue tout aussi populistes, la pensée de « l'Afrique-Monde » se doit de penser avant tout aux peuples analphabètes et sans emplois des campagnes et des métropoles africaines et non aux seules élites éclairées du monde occidental. Le terme de révolution dans sa substance politique semble avoir déserté les amphithéâtres et les *meetings* : la pensée Afrique-monde veut remettre en cause le déséquilibre des pouvoirs xénophobes mais, pour ce faire, il faut connaître réellement les sociétés africaines. Ce détour doit être conduit avec rigueur.

Il faut repasser par la lutte pour l'autonomie et l'indépendance de la réflexion scientifique africaine et conduire à son terme une réévaluation pragmatique tant conceptuelle que méthodologique du patrimoine, occidental-centré sans aucun doute, des études africaines telles qu'elles existent aujourd'hui. Et cela implique, pour commencer, de les fréquenter, de les connaître et de les discuter dans leur rationalité démonstrative. La pensée de « l'Afrique-Monde » peut chercher à s'inventer *ex-nihilo* et personne ne contestera sa nécessité intellectuelle et historique. Mais si elle veut passer à l'action, il faut qu'elle accepte de prendre aux mots, malgré tout, les études africaines mondiales et mondialisées telles qu'elles sont.

Plusieurs publications africanistes non africaines récentes font écho directement ou indirectement aux thèmes qui ont été soulevés tout au long de cette chronique. Nous avons pensé qu'une telle mise en miroir sommaire permettrait de préciser, plus à fond, la nature de certains des obstacles auxquels la pensée « Afrique-Monde » doit faire face. Nous avons sélectionné cinq questions majeures (encore une fois vues de France) mises en avant par la même actualité éditoriale :

1) La soi-disant minoration de l'Afrique par l'Occident trouve-t-elle ses origines dans le maintien de l'anathème hégélien (Adler 2017) ? 2) L'Afrique mondialisée doit-elle se lire comme le fruit d'une longue histoire multipolaire encore inachevée ou comme la simple reproduction élargie (mondiale ?) d'une essence, par définition, globale (Dozon 2015) ? 3) L'africanisation du Nord, et pour ce qui est de la France, de ses banlieues, peut-elle devenir un autre point de départ du regard africain sur le monde ou non (Agier & Bazenguissa 2012 ; Miano 2017) ? 4) L'état des connaissances des sociétés et cultures africaines est encore largement aux mains de l'Occident ce qui, malheureusement, est indiscutable. Est-ce à dire que cette réflexion se fait en marge de ou en opposition aux penseurs de « l'Afrique-Monde » (Lafay *et al.* 2016) ? 5) La première des priorités intellectuelles et scientifiques ne consiste-t-elle pas plutôt à mettre enfin sur pied un dialogue concret, parfaitement informé au plan conceptuel et théorique, entre sciences sociales du Nord et sciences sociales du Sud (Burawoy & Von Holdt 2012) ?⁹⁴

Centre Population et Développement (Ceped), Université Paris Descartes, IRD.

94. La suite et fin de cette chronique paraîtra dans le prochain varia des *Cahiers d'Études africaines* en septembre 2019.

BIBLIOGRAPHIE

- ADLER A., 2017, *Hegel et l'Afrique. Histoire et conscience historique africaines*, Paris, CNRS Éditions.
- AGIER M. & BAZENGUISSA GANGA R., 2012, *L'Afrique des banlieues françaises*, Makitec/Éditions Paari.
- AMSELLE J.-L., 2008, *L'Occident décroché. Enquête sur les postcolonialismes*, Paris, Stock.
 — 2011, *L'ethnisation de la France*, Fécamp, Nouvelles éditions Lignes.
 — 2017, « La philosophie musulmane de Souleymane Bachir Diagne » in *Islams africains : la préférence soufie*, Lormont, Le Bord De L'eau : 115-129.
- AMSELLE J.-L. & DIAGNE S. B., 2018, *En quête d'Afrique(s). Universalisme et pensée décoloniale*, Paris, Albin Michel.
- BA M.-P. & GOUDIABY J. A. L., 2016, *Les sciences humaines et sociales au Sénégal. Une évaluation critique*, Dakar, CODESRIA-Open Society Foundations.
- BABOU C. A., 2011, *Le Jihad de l'âme. Ahmadou Bamba et la fondation de la Mouridiya au Sénégal (1853-1913)*, Paris, Karthala.
- BALANDIER G., 1951, « La situation coloniale ; approche théorique », *Cahiers internationaux de sociologie*, XI : 44-79.
 — 2001, « La situation coloniale ; approche théorique de G. Balandier », version réduite et éditée par J. COPANS, *Cahiers internationaux de sociologie*, CX : 9-29.
 — 2014, « Préface » à Tamba M., *Sociologie au Sénégal*, Paris, L'Harmattan : 13.
- BANCEL N., BERNAULT F., BLANCHARD P., BOUBEKER A., MBEMBE A. & VERGÈS F. (DIR.), 2010, *Ruptures postcoloniales. Les nouveaux visages de la société française*, Paris, La Découverte.
- BASTIDE R., 1967, *Les Amériques noires : les civilisations africaines dans le Nouveau Monde*, Paris, Payot.
- BAVA S., 2002, *Routes migratoires et itinéraires religieux. Des pratiques religieuses des migrants sénégalais mourides entre Marseille et Touba*, Thèse de doctorat, Marseille, EHESS.
 — 2003, « Les cheikhs mourides itinérants et l'espace de la *ziyâra* de Marseille », *Anthropologie et sociétés*, 27 (1) : 149-166.
 — 2005, « Variations autour de trois sites mourides de la migration », *Autrepart*, 36 : 1-18.
- BAYART J.-F., 2010, *Les études postcoloniales. Un carnaval académique*, Paris, Karthala.
- BECK U., 2014, « Nationalisme méthodologique-cosmopolitisme méthodologique : un changement de paradigme dans les sciences sociales », *Raisons politiques*, 2 (54) : 103-120.

- BESSAIGNET P., 1966, *Principes de l'ethnologie économique : une théorie de l'économie des peuples primitifs*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence.
- BIANCHINI P., 2004, *École et politique en Afrique noire. Sociologie des crises et des réformes du système d'enseignement au Sénégal et au Burkina Faso*, Paris, Karthala.
- BIDIMA J.-G. (DIR.), 2002, numéro « Philosophies africaines : traversées des expériences », *Revue du Collège international de philosophie Rue Descartes*, 36 (2), juin, Paris, PUF. — à paraître, *Histoire et traversée : philosophie, politique et l'imaginaire en Afrique*, Paris, Odile Jacob.
- BILOLO M., 1986, « Les tâches laissées par Cheikh Anta Diop, Hommage au père de l'égyptologie/africanologie africaine », *Les Nouvelles Rationalités Africaines*, I (3) : 429-460.
- BLUM F., GUIDI P. & RILLON O. (DIR.), 2017, *Étudiants africains en mouvements. Contribution à une histoire des années 1968*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- BONDZ J., 2017, « De l'inventaire à l'enquête. Le tournant "sociologique" de l'Institut Français d'Afrique Noire (1946-1955) », communication au Colloque BEROSE, « Années 50. Aux sources de l'anthropologie française contemporaine. L'inventaire des possibles », 17-19 octobre, actes à paraître en 2019.
- BONHOMME J., 2009, *Les voleurs de sexe. Anthropologie d'une rumeur africaine*, Paris, Éditions du Seuil.
- BONHOMME J. & BONDZ J., 2017, *L'offrande de la mort. Une rumeur au Sénégal*, Paris, CNRS Éditions.
- BOTTA SOMPARÉ E., 2015, *Éducation familiale et scolaire dans une société pastorale guinéenne*, Paris, L'Harmattan.
- BOUKARI-YABARA A., 2017, *Africa Unite ! Une histoire du panafricanisme*, Paris, La Découverte.
- BRISBARRE A.-M. & KUCZYNSKI L. (DIR.), 2009, *La Tabaski au Sénégal. Une fête musulmane en milieu urbain*, Paris, Karthala.
- BRUCKNER P., 1983, *Le sanglot de l'homme blanc : Tiers Monde, culpabilité, haine de soi*, Paris, Éditions du Seuil.
- BURAWOY M. & VON HOLDT K., 2012, *Conversations with Bourdieu. The Johannesburg Moment*, Johannesburg, Wits University Press.
- CAHEN M., 1997, « Africains et africanistes. À propos de l'article de Ch. Didier Gondola », *Politique africaine*, 68 : 149-155.
- CARRIER J. G. (ED.), 2005, *A Handbook of Economic Anthropology*, Cheltenham, Edward Elgar.

CHRÉTIEN J.-P., 1997, « Une crise de l'histoire de l'Afrique en langue française ? », *Politique africaine*, 68 : 141-149.

COPANS J., 1983, « De l'idéologique au paganisme ou le malin génie et son maître », *Cahiers d'Études africaines*, XIII (2), 92 : 471-483.

— 1988 [1980], *Les marabouts de l'arachide. La confrérie mouride et les paysans du Sénégal*, Paris, Le Sycomore.

— 1991, « Les noms du géer. Essai de sociologie de la connaissance du Sénégal par lui-même, 1950-1990 », *Cahiers d'Études africaines*, XXXI (3), 123 : 327-362.

— 1998a, « Six personnages, et quelques autres, en quête d'un africanisme », *Politique africaine*, 69 : 89-108.

— 1998b [1990], *La longue marche de la modernité africaine. Savoirs, intellectuels, démocratie*, Paris, Karthala.

— 2001, « La "situation" coloniale de Georges Balandier : notion conjoncturelle ou modèle sociologique historique ? », *Cahiers internationaux de sociologie*, CX : 31-52.

— 2002, « Les noms du géer : essai de sociologie de la connaissance du Sénégal par lui-même, 1950-2001 », in M. C. DIOP (dir.), *Le Sénégal contemporain*, Paris, Karthala : 155-184.

— 2007, « Les frontières africaines de l'anthropologie. Un demi-siècle d'interpellations », *Journal des Anthropologues*, 110-111 : 337-370.

— 2010, *Un demi-siècle d'africanisme africain. Terrains, acteurs et enjeux des sciences sociales en Afrique indépendante*, Paris, Karthala.

— 2011, « Usages du développement : mémoires, politiques et sciences sociales », *Cahiers d'Études africaines*, LI (2-3), 202-203 : 659-694.

— 2013, « La famille très étendue de Momar Coumba Diop », Préface à M. C. DIOP (dir.), *Sénégal (2000-2012). Les institutions et politiques publiques à l'épreuve d'une gouvernance libérale*, Paris, CRES-Karthala : 11-20.

— 2018a, « Les sciences sociales connaissent-elles le progrès ? Retour sur le paradigme de la construction de la sociologie, de l'ethnologie et de l'anthropologie au XX^e siècle au miroir du développement et de la mondialisation », in J. A. L. GOUDIABY & P. DIÉDHOU (dir.), *Regards sur le développement. De la nécessité de repenser les processus*, Paris, L'Harmattan : 239-253.

— 2018b, « Le maraboutage des études islamologiques au Sénégal », in G. HOLDER & J.-P. DOZON (dir.), *Les politiques de l'islam en Afrique. Mémoires, révéls et populismes islamiques*, Paris, Karthala : 33-56.

— à paraître, « La difficile archéologie sociologique du Dakar des années 1950 », postface à P. MERCIER, *Le Dakar colonial des années 1950. Contribution à la sociologie des villes du Sénégal occidental à la fin de la période coloniale*, Éditions du CTHS.

COPANS J. & BLUM F., 2016, « Amady Aly Dieng 1932-2015 : Radical African Nationalist, Genuine Marxist, Witty and Free Thinker », *Review of African Political Economy*, 43 (147) : 107-115.

COQUERY-VIDROVITCH C., 1997, « Réflexions comparées sur l'historiographie africaniste de langue française et anglaise », *Politique africaine*, 66 : 91-100.

— 2012, « Compte rendu de S. Nuttall & A. Mbembe (eds.), *Johannesburg*.

- The Elusive Metropolis*, Duke University Press, 2008 », *Cahiers d'Études africaines*, LII (1), 205 : 305-308.
- 2015, « Compte rendu d'A. Mbembe, *Critique de la raison nègre*, Éditions La Découverte, 2013 », *Cahiers d'Études africaines*, LV (2), 218 : 423-425.
- COQUERY-VIDROVITCH C. & MONIOT H., 1974, *L'Afrique noire. De 1800 à nos jours*, Paris, PUF.
- COULON C., 1997, « L'exotisme peut-il être banal ? L'expérience de *Politique africaine* », *Politique africaine*, 65 : 77-95.
- COURADE G., 2006, *L'Afrique des idées reçues*, Paris, Belin.
- COURADE G., HUGON P., JANIN P. & COPANS J., 2004, « Piques et Polémiques : à propos de S. Smith, *Négrologie : pourquoi l'Afrique meurt*, 2003 », *Revue Tiers Monde*, XLV (180) : 867-907.
- CROUZEL I. & ABDOURAHMANE B. I., 1997, « Présence africaine dans *Politique africaine* », *Politique africaine*, 65 : 140-145.
- DALOZ J.-P., 1998, « Misère(s) de l'africanisme », *Politique africaine*, 70 : 105-117.
- DARBON D. & TOULABOR C. (DIR.), 2014, *L'invention des classes moyennes. Enjeux politiques d'une catégorie incertaine*, Paris, Karthala.
- DERIVE J. & LEGUY C. (DIR.), 2015, numéro spécial « Paroles d'Afrique », *cArgo*, 4, <www.canthel.fr>.
- DIA H., 2003, *Ethnographie d'étudiants d'Afrique noire en région parisienne : itinéraires, conditions de vie et avenir professionnel*, Mémoire de maîtrise, Paris, Université Paris Descartes.
- 2004, *Les manières d'étudier de migrants africains dans des universités parisiennes : des pratiques minimales, symptômes d'une difficile reproduction sociale*, Mémoire de DEA, Paris, Université Paris Descartes.
- (DIR.), 2014, numéro spécial « L'Afrique qualifiée dans la mondialisation », *Hommes et migrations*, 1307.
- 2015, *Trajectoires et pratiques migratoires des Haalpulaaren du Sénégal. Socio-anthropologie d'un village multi-situé*, Paris, L'Harmattan.
- DIAGNE S. B., 2007, *Léopold Sédar Senghor : l'art africain comme philosophie*, Paris, Riveneuve éditions.
- 2008, *Comment philosopher en islam ?*, Paris, Éditions du Panama.
- DIANTEILL E. & MANETTA D. (dir.), 2017, dossier « L'anthropologie de Georges Balandier, hier et aujourd'hui », *cArgo*, 6-7 : 158-263.
- DIÉDHIU P., 2010, « La sociologie au Sénégal : journalisme sociologique et sociologie "portative" », in M. HIRSCHHORN & M. TAMBA (dir.), *La sociologie francophone en Afrique. État des lieux et enjeux*, Paris, Karthala : 145-157.
- 2017, « Les intellectuels sénégalais et la question des identités ethniques »,

- Recherches francophones en sciences de l'information et de la communication, REFSICAM*, 4, <<http://www.refsicom.org/295>>.
- DIENG A. A., 2006, *Hegel et l'Afrique. Hegel était-il raciste ?*, Dakar, CODESRIA.
- 2010, *Notes de lecture d'un dissident africain*, t. 1, Québec, Le Nègre éditeur.
- DIOUF B. B., 2017, « Qui a peur du wolof ? Le dilemme des écrivains africains », *Le Monde diplomatique*, 756 : 17.
- DIOUF M. C., 1980, *La confrérie mouride : organisation politique et mode d'implantation urbaine*, Thèse de doctorat de 3^e cycle, Lyon, Université Lyon II.
- 1981a, « Fonctions et activités des *dahira* mourides urbains (Sénégal) », *Cahiers d'Études africaines*, XXI (1-3), 81-83 : 79-91.
- 1981b, « Les affaires mourides à Dakar », *Politique africaine*, 4 : 90-100.
- (DIR.), 2002a, *Le Sénégal contemporain*, Paris, Karthala.
- (DIR.), 2002b, *La société sénégalaise entre le local et le global*, Paris, Karthala.
- (DIR.), 2013a, *Sénégal (2000-2012). Les institutions politiques publiques à l'épreuve d'une gouvernance libérale*, Paris, CRES-Karthala.
- (DIR.), 2013b, *Le Sénégal sous Abdoulaye Wade. Le Sopi à l'épreuve du pouvoir*, Paris, CRES-Karthala.
- DIOUF M. C. & DIOUF M., 1990, *Le Sénégal sous Abdou Diouf*, Paris, Karthala.
- DIOUF M., 1999, *L'historiographie indienne en débat. Colonialisme, nationalisme et sociétés postcoloniales*, Paris, Karthala ; Leyde, SEPHIS.
- 2013, « Abdoulaye Wade et le régime libéral à l'examen. Réalisations, mirages et abus d'une alternance démocratique », préface, in M. C. DIOUF (dir.), *Le Sénégal sous Abdoulaye Wade : Le Sopi à l'épreuve du pouvoir*, Paris, CRES-Karthala : 13-20.
- DIOUF M. & LEICHTMAN M. (EDS.), 2009, *New Perspectives on Islam in Senegal. Conversion, Migrations, Wealth and Femininity*, New York, Palgrave Macmillan.
- DOZON J.-P., 2010, « Ceci n'est pas une confrérie. Les métamorphoses de la *muridiya* au Sénégal », *Cahiers d'Études africaines*, L (2-4), 198-200 : 857-879.
- 2015, *Afrique en présences. Du monde atlantique à la globalisation néolibérale*, Paris, Éditions de la MSH.
- DUPUY F., 2016 [2001], *Anthropologie économique*, Paris, A. Colin.
- ESPRIT, 2006, numéro spécial « Pour comprendre la pensée postcoloniale », 12.
- FICQUET É. & HAZARD B. (DIR.), 2017, numéro spécial « Terrains et fugues de Georges Balandier », *Cahiers d'Études africaines*, LVII (4), 228.
- FOUCHER V., 2010, « Achille Mbembe et l'hiver impérial français : politiques de la différence et sciences du fragment », *Politique africaine*, 120 : 209-221.
- FOUQUET T., 2013, « Les aventurières de la nuit dakaroise. Esquisse d'un art de la citoyenneté subalterne », in M. DIOUF & R. FREDERIKS (dir.), *Les arts de la citoyenneté au*

- Sénégal. Espaces contestés et civilités urbaines*, Paris, Karthala : 131-157.
 — 2014, « Penser au-delà du “terrain sexuel” à Dakar : éléments d’une épistémologie située », *Questions de Recherche*, 44, Paris ScPo, CERI.
- GASTELLU J.-M., 1981, *L’égalitarisme économique des Serer du Sénégal*, Paris, ORSTOM.
- GODELIER M., 1965, « Objets et méthodes de l’anthropologie économique », *L’Homme*, 5 (2) : 32-91.
- GOMEZ-PEREZ M., 2011, « Des élites musulmanes sénégalaises dans l’action sociale : des expériences de partenariats et de solidarités », *Bulletin de l’APAD*, 33 : 121-147.
- GONDOLA C. D., 1997, « La crise de la formation en histoire africaine en France, vue par les étudiants africains », *Politique africaine*, 65 : 132-139.
 — 2007, *Africanisme : la crise d’une illusion*, Paris, L’Harmattan.
- GOUDIABY J. A. L., 2014, *L’université et la recherche au Sénégal. À la croisée des chemins entre héritages, marché et réforme LMD*, Louvain-La-Neuve, Academia-L’Harmattan.
- GUEYE C., 2002, *Touba. La capitale des Mourides*, Paris, Karthala-IRD.
- HALLAK C., 2018, *L’Afrique, le monde et demain : Construire un mouvement intellectuel décolonial à travers les Ateliers de la Pensée*, Mémoire de Master, Paris, Institut d’études politiques.
- HERSKOVITS M., 1928, *The American Negro : A Study in Racial Crossing*, New York, Alfred A. Knopf.
 — 1940, *The Economic Life of Primitive Peoples*, New York, Alfred A. Knopf.
 — 1952, *Economic Anthropology : A Study in Comparative Economics*, New York, Alfred A. Knopf.
- HIRSCHHORN M. & TAMBA M. (DIR.), 2010, *La sociologie francophone en Afrique. État des lieux et enjeux*, Paris, Karthala.
- HOLDER G. & SOW M. (DIR.), 2014, *L’Afrique des laïcités. État, religion et pouvoirs au sud du Sahara*, Bamako, Éditions de Tombouctou ; Paris, IRD.
- HOUNTONDJI P. J., 1977, *Sur la philosophie africaine : critique de l’ethnophilosophie*, Paris, Maspero.
- JACQUEMOT P. (dir.), 2012, numéro spécial « Les classes moyennes en Afrique », *Afrique contemporaine*, 244 (4).
 — 2013, *Économie politique de l’Afrique contemporaine*, Paris, A. Colin.
- LAFAY M., LE GUENNEC-COPPENS F., COULIBALY E. (DIR.), 2016, *Regards scientifiques sur l’Afrique depuis les indépendances*, Paris, Karthala-Société des Africanistes.
- LECLERC-OLIVE M., SCARFO GHELLAB G. & WAGNER A.-C. (DIR.), 2011, *Les mondes universitaires face au marché. Circulation des savoirs et pratiques des acteurs*, Paris, Karthala.

- LECLERC-OLIVE M. & HILLY M.-A. (DIR.), 2016, numéro spécial « Former des élites : mobilités des étudiants d'Afrique au nord du Sahara dans les pays de l'ex-bloc socialiste », *Revue européenne des migrations internationales*, 32 (2).
- LE MARCIS F., 2010, « Voir la France depuis l'Afrique du Sud », *Politique africaine*, 120 : 201-208.
- LERICOLLAIS A., 1972, *Sob. Étude géographique d'un terroir sérère (Sénégal)*, Paris, ORSTOM-Mouton.
- LÉVI-STRAUSS C., 1983, *Le regard éloigné*, Paris, Plon.
- LEWANDOWSKI S., 2016, *Savoirs locaux, éducation et formation en Afrique. Les enjeux des politiques internationales*, Paris, Karthala.
- LY B., 2001, *Les évolués de la période coloniale : le cas des instituteurs sénégalais*, Thèse de doctorat d'État, Dakar, Université Cheikh Anta Diop.
- MABANCKOU A., 2012, *Le sanglot de l'homme noir*, Paris, Fayard.
— (DIR.), 2017, *Penser et écrire l'Afrique aujourd'hui*, Paris, Éditions du Seuil.
- MABENGA J. S., 2017, *Africanologie. Ébauche d'une discipline scientifique*, Paris, L'Harmattan.
- MAGASSOUBA M., 1985, *L'Islam au Sénégal. Demain les Mollahs : la « question » musulmane et les partis politiques au Sénégal de 1946 à nos jours*, Paris, Karthala.
- MAHUT D., 2017, *Le déclassement dans la migration. Ethnographie d'une petite bourgeoisie bamakoise installée à Paris*, Paris, L'Harmattan.
- MANGEON A. (DIR.), 2012, *Postures postcoloniales. Domaines africains et antillais*, Paris, Karthala ; Montpellier, MSH.
- MBEMBE A., 2000a, « À propos des écritures africaines de soi », *Politique africaine*, 77 : 16-43.
— 2000b, *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala.
— 2005 [2000], « Avant-propos à la seconde édition. Politique de la vie et épreuve du fratricide », in *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala : i-xxxii.
— 2010a, « Faut-il provincialiser la France ? », *Politique africaine*, 119 : 159-188.
— 2010b, *Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée*, Paris, La Découverte.
— 2013, *Critique de la raison nègre*, Paris, La Découverte.
— 2016, *Politiques de l'intimité*, Paris, La Découverte.
— 2018, « “Black Panther” : une nation nègre debout », *Le Point*, 27-02-2018, <https://www.lepoint.fr/culture/black-panther-une-nation-negre-debout-27-02-2018-2198216_3.php>.
- MBEMBE A. & SARR F. (DIR.), 2017, *Écrire l'Afrique-Monde*, Ateliers de la Pensée, Dakar-Saint-Louis-du-Sénégal-Paris, Éditions Philippe Rey.

- MENDRAS H., 1995, *Comment devenir sociologue. Souvenirs d'un vieux mandarin*, Arles, Actes Sud.
- MERCIER P., 1968, *Contribution à une sociologie des villes du Sénégal occidental à la fin de la période coloniale*, Thèse complémentaire, Doctorat d'État, Paris, La Sorbonne.
— à paraître, *Le Dakar colonial des années 1950. Contribution à la sociologie des villes du Sénégal occidental à la fin de la période coloniale*, Éditions du CTHS.
- MIANO L., 2017, *Marianne et le garçon noir*, Paris, Éditions Pauvert.
- MIDDLETON J. (ED.), 1997, *Encyclopedia of Africa South of the Sahara*, 4 vol., New York, Simon & Schuster.
- MIDDLETON J. & MILLER J. C. (EDS.), 2008, *New Encyclopedia of Africa*, 5 vol., Detroit, Thomson-Gale.
- MOORE S. F., 1994, *Anthropology and Africa : Changing Perspectives on a Changing Scene*, Charlottesville, University of Virginia Press.
- MUDIMBE V., 1982, *L'odeur du père. Essai sur des limites de la science et de la vie en Afrique noire*, Paris, Présence Africaine.
— 1988, *The Invention of Africa. Gnosis, Philosophy and the Order of Knowledge*, Bloomington-Indianapolis, Indiana University Press.
- MUSSELIN C., 2017, *La grande course des universités*, Paris, PUF.
- NDONGO V. N., 2015, *Leçons de sociologie africaine*, Paris, L'Harmattan.
- NGAÏDÉ A., 2012, *Entretien avec Amady Aly Dieng. Lecture critique d'un demi-siècle de paradoxes*, Dakar, CODESRIA.
— 2016 « Doyen » Amady Aly Dieng, *Le transmetteur intégral (1932-2015). Économie biographique ou sémio-histoire*, Dakar, L'Harmattan-Sénégal.
- NGUGI WA THIONG'O, 2018, « Afrique. Une "arme de guerre" à l'oral », *Courrier international*, 1445, 12-18/07/2018 (article repris de *The Nation*, 9 mars 2018) : 24-25.
- NIANG A., 2014, « Le rap prédicateur et les nouvelles "voix" de l'islam au Sénégal : une intrusion du laïc dans le religieux ou du religieux dans le laïc ? », in G. HOLDER & M. SOW (DIR.), *L'Afrique des laïcités. État, religion et pouvoir au sud du Sahara*, Bamako, Éditions de Tombouctou ; Paris, IRD : 159-168.
- NUTALL S. & MBEMBE A. (EDS.), 2008, *Johannesburg. The Elusive Metropolis*, Durham, Duke University Press.
- PÉLISSIER P., 1966, *Les paysans du Sénégal. Les civilisations agraires du Cayor à la Casamance*, Saint-Yrieix, imprimerie Fabrègue.
- PEZERIL C., 2008, *Islam, mysticisme et marginalité : les Baay Fall du Sénégal*, Paris, L'Harmattan.

- POLET F., 2016a, « Éditorial. Afrique subsaharienne : entre révoltes populaires et restaurations autoritaires », in F. POLET (dir.), *État des résistances dans le Sud. Afrique*, Louvain-La-Neuve, Centre Tricontinental ; Paris, Éditions Syllepse (« Alternatives Sud, 23 (4) ») : 7-19.
— (DIR.), 2016b, *État des résistances dans le Sud. Afrique*, Louvain-La-Neuve, Centre Tricontinental ; Paris, Éditions Syllepse (« Alternatives Sud, 23 (4) »).
- POUCHEPADASS J., FERME M., CHOUALA Y. A., OBARRIO J. & MBEMBE A., 2003, « Autour d'un livre : *De la postcolonie. Essai sur l'imaginaire politique dans l'Afrique contemporaine* », *Politique africaine*, 91 : 171-194.
- RENDERS M., 2002, « An Ambiguous Adventure : Muslim Organisations and the Discourse of "Development" in Senegal », *Journal of Religion in Africa*, 32 (1) : 61-82.
- RICARD A., 1995, *Littératures d'Afrique noire : des langues aux livres*, Paris, CNRS Éditions-Karthala.
— 1997, « Réponse à Ivan Crouzel et Boubacar Issa Abdourahmane », *Politique africaine*, 66 : 146.
— 2011, *Le Sable de Babel. Traduction et apartheid*, Paris, CNRS Éditions.
- SACKHO T. El Hadj I., 2010, *Les aspects du mouridisme au Sénégal*, Doctorat de 3^e cycle, Siegen, Université de Siegen.
- SAÏD E., 1978, *Orientalism*, New York, Pantheon Books.
- DE SAINT MARTIN M., SCARFO GHELLAB G. & MELLAKH K. (DIR.), 2015, *Étudier à l'Est. Expériences de diplômés africains*, Paris, Karthala.
- SAMSON F., 2005, *Les marabouts de l'islam politique. Le Dahiratoul Moustarchidina wal Moustarchidaty, un mouvement néo-confrérique sénégalais*, Paris, Karthala.
— (DIR.), 2012, numéro spécial « L'Islam au-delà des catégories », *Cahiers d'Études africaines*, LII (2-3), 206-207.
- SARO-WIWA N., 2013, *Transwonderland, voyage au Nigeria*, Paris, Hoëbeke.
- SARR F., 2016, *Afrotopia*, Paris, Éditions Philippe Rey.
- SARR F. & SAVOY B., 2018, *Restituer le patrimoine africain*, Paris, Éditions Philippe Rey-Éditions du Seuil.
- SECK A., 2010, *La question musulmane au Sénégal : essai d'anthropologie d'une nouvelle modernité*, Paris, Karthala.
- SECK A., KAAG M., GUEYE C. & FALL A. S. (DIR.), 2015, *État, sociétés et islam au Sénégal. Un air de temps nouveau ?*, Paris, Karthala ; Leyde, Afrika-Studiecentrum.
- SEVERINO J.-M. & RAY O., 2010, *Le Temps de l'Afrique*, Paris, Odile Jacob.
- SEVERINO J.-M. & HAJDENBERG J., 2016, *Entreprenante Afrique*, Paris, Odile Jacob.
- SMITH S., 2003, *Negrologie : pourquoi l'Afrique meurt*, Paris, Calmann-Lévy.

- SMOUTS M.-C. (DIR.), 2007, *La situation postcoloniale. Les postcolonial studies dans le débat français*, Paris, Sciences Po Les Presses.
- SOLIGNAC-LECOMTE H. B., 2013, « L'Afrique est-elle vraiment bien partie ? », *Économie politique*, 59 : 49-60.
- SYLLA N. S., 2013, « Mesurer les difficultés d'absorption de la force de travail dans les pays en développement : les limites du concept de taux de chômage », *Revue internationale du travail*, 152 (1) : 31-46.
- TAMBA M., 2014, *Sociologie au Sénégal*, Paris, L'Harmattan.
— 2016, *Histoire et sociologie des religions au Sénégal*, Paris, L'Harmattan.
- TERRAY E., 1978, « L'idéologique et la contradiction. À propos des travaux de Marc Augé », *L'Homme*, 18 (3-4) : 123-138.
- THIOUB I., 2008, « L'esclavage et les traites en Afrique occidentale : entre mémoires et histoires », in A. BA KONARE (dir.), *Petit précis de remise à niveau sur l'histoire africaine à l'usage du Président Sarkozy*, Paris, La Découverte : 201-213.
- VALANTIN C., 2016, *Trente ans de vie politique avec Léopold Sédar Senghor*, Paris, Belin.
- VERGER P., 1957, *Notes sur le culte des onisa et vodun à Bahia, la Baie de tous les Saints, au Brésil et à l'ancienne Côte des esclaves en Afrique*, Dakar, IFAN.
- YENGO P. & DE SAINT MARTIN M. (DIR.), 2017, numéro spécial « Élités de retour de l'Est », *Cahiers d'Études africaines*, LVII (2), 226.

RÉSUMÉ

Cette chronique en deux parties (dont la suite paraîtra dans le prochain varia des *Cahiers d'Études africaines*) passe en revue vingt et un ouvrages. Dans une première section sont analysés deux recueils coordonnés respectivement par A. Mabankou, puis par A. Mbembe et F. Sarr, ainsi qu'un essai de ce dernier. Plus d'une trentaine de contributeurs, presque exclusivement d'origine africaine, donnent leur opinion sur l'apparition du paradigme de « l'Afrique-Monde » au *xxi*^e siècle qui exprime à la fois une mondialisation de la culture continentale et diasporique et une africanisation de cette mondialité. Ces textes ont quasiment une valeur de manifeste. Dans une seconde section sont examinés une dizaine d'ouvrages qui font le point sur le fonctionnement de l'université et de la recherche en sciences sociales au Sénégal et dans d'autres pays. Ces textes font part des difficultés à produire des connaissances scientifiques après un demi-siècle d'indépendance. La troisième section, à paraître, présentera, en contre-point, une demi-douzaine d'ouvrages français qui vont de la lecture hégélienne de l'Afrique aux banlieues françaises et à l'état actuel des études africanistes vues depuis la France.

Mots-clés : Sénégal, Afrique-Monde, études africaines, littérature, panafricanisme, philosophie, sciences sociales.

ABSTRACT

Thinking Africa or Knowing African Societies?— This bibliographic review presents twenty-one books (continuing in the next varia issue of the *Cahiers d'Études africaines*). In the first section, two collections of about thirty authors, one edited by A. Mabankou, the other, by A. Mbembe and F. Sarr are discussed as well as an essay by the latter. These writers and researchers propose a kind of new paradigm, that of « World-Africa », to explain the coming of a global, continental and diasporic Africa which is, at the same time, an Africanisation of such a globalization. The second section reviews ten books written by African scholars that describe and analyze the evolution of academic and research institutions in the social sciences in French-speaking Africa, mainly in Senegal. Obstacles thwarting these scientific endeavors are still very considerable, half a century after independence. The third section, to be published, deals with half a dozen French authors. The themes run from an examination of the comments by Hegel on African civilizations to the state of Parisian suburbs, African migrants and French African studies, fifty years since independence.

Keywords: Senegal, African studies, literature, Pan-Africanism, philosophy, social sciences, World Africa.